

2016

**RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL**



BRIE PICARDIE

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL BRIE PICARDIE

500 rue Saint-Fuscien - 80 095 AMIENS Cedex 3

Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit RCS AMIENS 487 625 436

Société de courtage d'assurances immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n°07 022 607

215

AGENCES DE PROXIMITÉ

Plus de **1 066 000**

CLIENTS (à titre privé ou professionnel)

2

AGENCES CRÉDIT AGRICOLE EN LIGNE (CAEL)

5

AGENCES BANQUE PRIVÉE

1

AGENCE GESTION DE LA RELATION À DISTANCE (GRD)

1

PLATEFORME ASSURANCES AGRICULTEURS ET PROFESSIONNELS

1

PLATEFORME ALLOCATION D'ACTIFS

9

PÔLES PROFESSIONNELS

2

PÔLES INSTITUTIONNELS ET ASSOCIATIONS

1

AGENCE HABITAT À DISTANCE

5

CENTRES D'AFFAIRES ENTREPRISES

2

PÔLES HABITAT

1

BANQUE D'AFFAIRES

3

AGENCES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

3

AGENCES PROMOTION IMMOBILIÈRE

3

AGENCES ASSURANCES PROFESSIONNELS

1

AGENCE ÉVÈNEMENTS DE LA VIE

Près de **273 000**

SOCIÉTAIRES

950

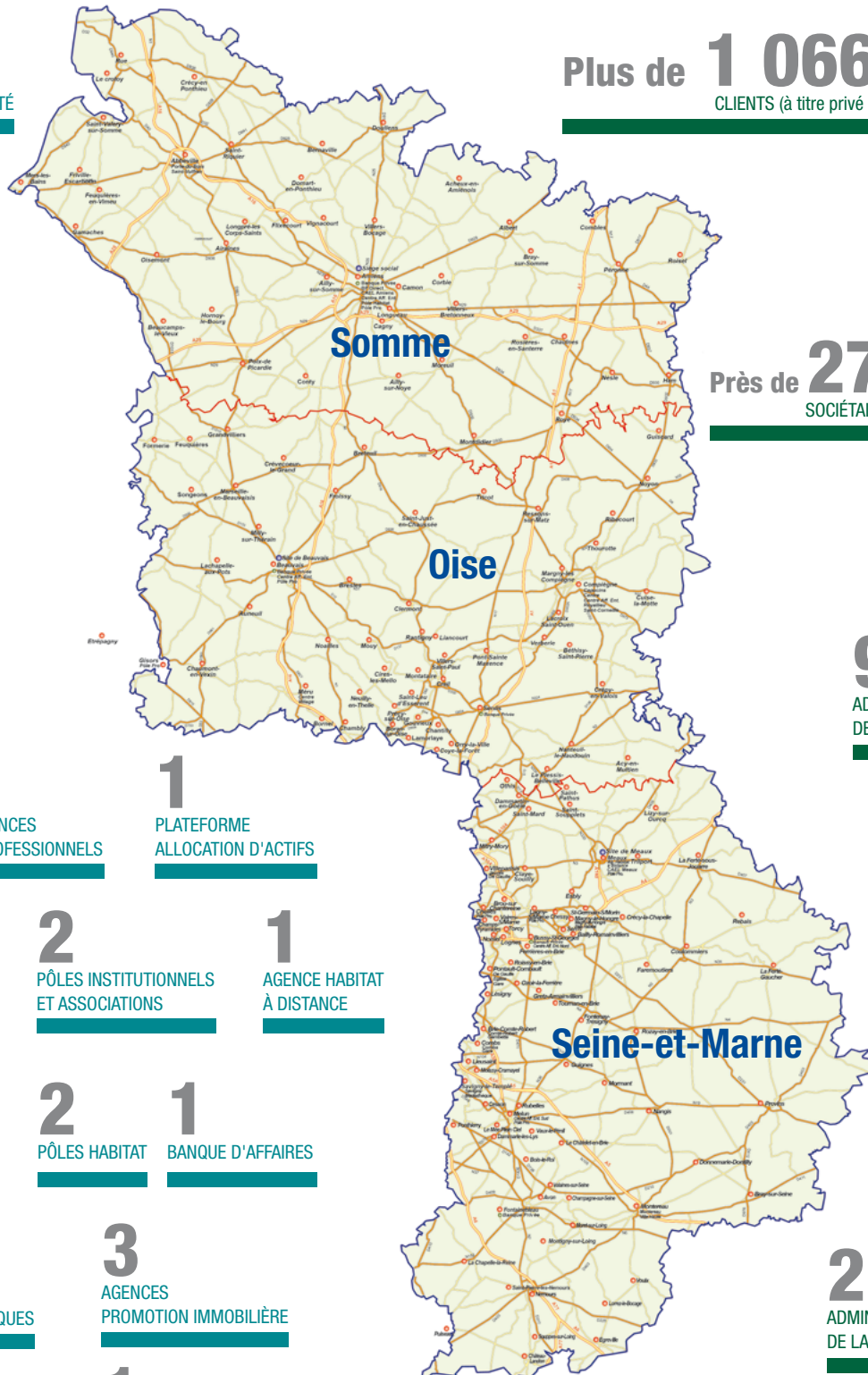
ADMINISTRATEURS DE CAISSES LOCALES

86

CAISSES LOCALES

21

ADMINISTRATEURS DE LA CAISSE RÉGIONALE



au 30 juin 2016

Sommaire

Le contexte économique et financier.....	4
RAPPORT D'ACTIVITÉ.....	5
1. L'activité commerciale	6
2. La Responsabilité Sociétale des Entreprises : le Pacte Coopératif et Territorial	11
3. Les résultats financiers	22
4. La gestion des risques et les dispositifs de contrôle interne.....	24
5. La structure financière	29
6. Les perspectives.....	30
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2016.....	31
DÉCLARATION DU RESPONSABLE	82
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	84

Le contexte économique et financier

Le premier semestre 2016 aura été riche en rebondissements. Les premières semaines auront été marquées par la chute du prix du pétrole et son cortège de révisions à la baisse des anticipations de croissance dans la zone euro et surtout en Chine. Les marchés actions seront sensibles à ce mouvement et marqueront un plus bas sur le semestre le 11 février.

En mars, la Banque Centrale Européenne (BCE) procède à un ajustement de sa politique monétaire en annonçant un package combinant :

- une baisse du taux de la facilité de dépôt de 10 points de base, pour le porter à - 0,40 % ;
- une augmentation du *Quantitative Easing* (programme de rachat d'obligations) qui passe de 60 à 80 milliards d'euros mensuels ;
- l'incorporation des obligations d'entreprises à ce programme de rachat ;
- 4 nouveaux T-LTRO II (*Targeted-Longer Term Refinancing Operations* : opérations de refinancement ciblées à plus long terme) pour financer les banques.

La baisse du taux de dépôt entraîne les taux en territoire négatif et la baisse des taux se transmet de plus en plus marginalement à l'économie.

Par ailleurs, la Réserve Fédérale Américaine (Fed) a été plus prudente qu'attendue : non seulement elle n'a pas enchaîné avec une seconde hausse le 16 mars après celle de décembre 2015, mais Janet Yellen, sa Présidente, a reconnu que les objectifs d'inflation à long terme n'étaient pas acquis.

La fin du premier semestre sera marquée par le référendum sur le Brexit le 23 juin, dont le résultat déjouera les sondages et les pronostics des bookmakers avec une forte volatilité des marchés financiers. Les Britanniques doivent désormais se doter d'un nouveau gouvernement qui mettra en œuvre le Brexit.

Le vote Britannique ne doit cependant pas occulter des facteurs positifs pour la zone euro, notamment :

- la poursuite du rebond du crédit bancaire ;
- le retour de l'inflation en territoire positif ;
- le taux de chômage espagnol, passé sous la barre des 20 % pour la première fois depuis 6 ans.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

1. L'activité commerciale

1.1. Un engagement intense aux côtés de toutes les clientèles

Un semestre remarquable pour le financement de l'habitat

L'amplification de la dynamique initiée l'année dernière et l'optimisation du réseau de distribution ont permis à la Caisse Régionale de réaliser un premier semestre 2016 remarquable sur le financement de l'habitat. Ainsi, les réalisations de la période s'élèvent à près de 1,3 milliard d'euros, en progression de 20,8 % par rapport au premier semestre 2015.

Afin de développer l'activité liée aux primo-accessions et aux rachats de prêts, des campagnes de communication innovantes ont été couplées à des offres commerciales inédites, à l'instar de la Vente Flash « Prêt Immo » lancée en juin dernier.



Une accélération notable sur les crédits à la consommation

La production de crédits à la consommation, à 148,3 millions d'euros pour le premier semestre 2016, a progressé de 36,1 % par rapport au premier semestre 2015. Celle-ci a été appuyée par des opérations marketing telles qu'une Vente Flash en mars 2016 ou encore un dispositif d'accompagnement spécifique lors du Championnat d'Europe des nations de football.

Une expertise au service de l'épargne des clients

En réponse à l'arrivée à échéance de nombreux supports sur ce premier semestre 2016, la Caisse Régionale a commercialisé deux nouveaux Dépôts à Terme à 3 et 5 ans : « Trino » et « Quino ». En complément, les émissions obligataires de Crédit Agricole S.A. ont été relayées avec notamment près de 95 millions d'euros souscrits sur la seule émission d'avril 2016. Le Livret « Tremplin », destiné à capter les flux extérieurs, a permis quant à lui de collecter plus de 150 millions d'euros entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2016.

L'accompagnement des Jeunes à l'étranger

Lancée le 1^{er} février dernier, l'offre « Globe-Trotter » s'adresse aux 18-29 ans pour leur séjour à l'étranger (étude, stage, emploi, immersion culturelle). Elle donne droit, entre autres, à une réduction de 50 % sur la carte bancaire et à la gratuité des retraits et paiements par carte à l'étranger. Quelque 250 candidats au départ à l'étranger ont ainsi bénéficié de l'offre.

Par ailleurs, suite au succès rencontré en 2015, l'offre Boosters Jeunes a été reconduite. A la clef, des prêts au TAEG (Taux Annuel Effectif Global) fixe de 1 %, sans frais de dossier, pour financer les projets des 18-30 ans : prêts étudiants mais aussi prêts auto et personnels. La campagne Boosters Jeunes 2015 avait permis de financer 3 000 projets pour un montant de 25 millions d'euros.

Une banque coopérative engagée pour ses clients

A la suite des inondations survenues en juin 2016 sur son territoire, la Caisse Régionale a mis en place un dispositif d'accompagnement spécifique, avec un numéro dédié, la mobilisation des experts assurances et une offre de crédit à 0 %, jusqu'à 3 000 euros. Cette offre a notamment été proposée à 13 000 clients sociétaires dont les communes ont fait l'objet d'un état de catastrophe naturelle et ayant déclaré un sinistre.

L'accompagnement des agriculteurs du territoire

Sur le premier semestre 2016, les filières d'élevage ont évolué dans un environnement conjoncturel difficile, tandis que sur les cultures, le printemps froid et pluvieux fait maintenant craindre une récolte 2016 très moyenne en quantité et en qualité. Le territoire a par ailleurs été touché par de graves intempéries et notamment des inondations sur les rives du Loing et de la Seine.

Au cours de cette première partie de l'année, le Crédit Agricole Brie Picardie a donc réaffirmé son soutien et ses engagements de moyens pour accompagner les Agriculteurs du territoire. Cela s'est notamment traduit par :

- Une augmentation de 2,8 % des encours de crédits à moyen et long termes par rapport à juin 2015, qui atteignent 1,5 milliard d'euros, et des réalisations de 182,8 millions d'euros, supérieures à celles du premier semestre 2015.
- L'engagement dans la charte « Avenir élevage 80 » avec les autres Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) du département de la Somme, le Conseil Départemental, le Conseil Régional et l'Etat.
- L'adhésion à l'association « Réagir 60 » regroupant les OPA de l'Oise, pour organiser l'accompagnement des agricultures en situation difficile.
- L'aménagement de la dette de quelque 450 exploitations d'élevage depuis le début de la crise en août 2015, représentant un encours de plus de 54 millions d'euros.

Une relation de proximité avec les Professionnels

Dans un contexte de reprise économique lente, la Caisse Régionale adapte son organisation pour donner toujours plus de satisfaction aux clients professionnels : la création d'un 9^{ème} pôle Professionnels à Fontainebleau conforte sa présence sur le territoire.

Après un pic d'investissements liés aux mesures de suramortissement – initialement prévues jusqu'en avril 2016 et finalement prorogées jusqu'en 2017 – l'activité crédit se stabilise alors que les conditions de financement sont inédites avec des taux historiquement bas.

Sur le volet commercial, l'accent est mis sur les outils permettant de développer le chiffre d'affaires des clients. Ainsi le Smart TPE (terminal de paiement mobile connecté à un smartphone) s'est vu doté de nouvelles fonctionnalités, avec notamment l'acceptation de toutes les cartes bancaires, la gestion de flotte et la fonction de paiement sans contact.

Par ailleurs, l'offre « e-transactions » (paiements sur internet) évolue et permet de mieux répondre aux attentes des Professionnels. Elle s'articule autour de deux offres :

- *e-transactions Access*, destinée au commerçant qui se lance dans l'e-commerce ; elle contient les fonctionnalités principales pour gérer des paiements internet.
- *e-transactions Premium*, qui s'adresse à l'e-commerçant déjà installé ; elle contient une quinzaine de moyens de paiement complémentaires en option, ainsi que des fonctionnalités avancées de paiement et de détection de fraudes.

Parallèlement, la Caisse Régionale propose une offre de création de sites internet clés en main : le « Pack e-commerce ». Cette solution se scinde en deux offres :

- un pack *e-vitrine* qui s'adresse aux commerçants souhaitant développer un site internet pour présenter leurs activités et services, sans vente en ligne ;
- un pack *e-boutique*, pour ceux souhaitant disposer d'un site pour vendre leurs produits en ligne, avec la solution *e-transactions*.



Enfin, le Crédit Agricole Brie Picardie accompagne les Professionnels victimes des incidents climatiques récents, en mettant en place des mesures de report d'échéances de prêt mais aussi en proposant des aides financières à taux zéro pour pallier les décalages de trésorerie induits par ces situations exceptionnelles.

Une expertise locale en Banque Privée

Le premier semestre a été marqué par l'organisation de quatre conférences sur la Loi de finances 2016, dans les trois départements couverts par la Caisse Régionale. Ces événements ont rencontré un vif succès puisqu'ils sont devenus un rendez-vous incontournable qui permet aux clients de faire un point de début d'année sur l'environnement économique et fiscal.

Avec cinq agences dédiées, la Banque Privée de la Caisse Régionale assure une relation de proximité qui s'inscrit dans la durée. Les conseillers privés apportent leur expertise afin d'accompagner les clients sur l'ensemble des problématiques financières, juridiques, réglementaires et fiscales liées à la constitution, la gestion et la transmission de leur patrimoine privé ou professionnel.

En particulier, la Banque Privée intervient désormais très en amont dans l'accompagnement patrimonial du chef d'entreprise, aux côtés de la Banque d'Affaires Entreprises de la Caisse Régionale. Celle-ci conseille notamment les dirigeants actionnaires lors des opérations de fusion ou d'acquisition, ainsi que sur le thème de la transmission de leur entreprise.

Aux côtés des Entreprises du territoire

En dépit de la conjoncture économique – les signes de reprise tardant à apparaître –, le Crédit Agricole Brie Picardie tient sa place sur l'échiquier régional. Dans le contexte actuel de baisse prolongée des taux directeurs, les réalisations de crédits aux Entreprises à moyen et long termes baissent de 10,9 % entre juin 2015 et juin 2016, tout en représentant un montant global de 129,1 millions d'euros pour le premier semestre 2016.

Dans cet environnement, la Caisse Régionale amplifie son activité de Banque d'Affaires, véritable levier de développement dans le domaine des fusions-acquisitions. Plusieurs mandats ont d'ores et déjà été signés, qu'il s'agisse de mandats de cession, ou d'arrangement de dette (syndication).

Enfin, cette nouvelle structure contribue à l'accroissement des investissements de la Caisse Régionale en fonds propres, à l'instar d'un dossier mené en partenariat avec sa filiale de capital investissement « SAS Brie Picardie Expansion », pour un montant de 6 millions d'euros, dans une Entreprise de Taille Intermédiaire (ETI) régionale, présente mondialement. Sur ce dossier, la Caisse Régionale a été à l'initiative d'une opération d'investissement plus vaste puisque IDIA et SOCADIF (fonds du Groupe Crédit Agricole) ont investi pour un total de 9 millions d'euros.

Le marché des collectivités publiques

Dans la continuité de l'année 2015 et bien que les pouvoirs publics aient annoncé une réduction de 50 % de la baisse des dotations globales de fonctionnement de l'Etat pour les communes et intercommunalités, l'activité de financement des collectivités publiques reste mesurée.

L'attentisme des décideurs prévaut encore dans un contexte de mouvance organisationnelle : depuis le 1^{er} janvier 2016, le nombre de communes françaises est passé sous le seuil des 36 000 grâce à la formation de plus de 300 communes nouvelles, le processus de fusion restant hétérogène selon le territoire. Plus que l'incitation financière aux communes ayant fusionné avant le 30 juin 2016 (prorogée jusqu'au 31 décembre 2016), ce sont les besoins d'efficacité et de mutualisation, notamment dans les petites communes rurales, qui prévaudront. La quasi-simultanéité de cette incitation et de la réforme territoriale a engendré un télescopage bloquant nombre de projets, les préfets priorisant le redécoupage intercommunal avant d'envisager les fusions de communes.

Sur le premier semestre 2016, les collectivités locales continuent de bénéficier d'une offre de crédit abondante, qui intensifie la concurrence et se traduit par des taux d'emprunt historiquement bas. Dans ce contexte, le Crédit Agricole Brie Picardie réaffirme sa présence et son rôle de partenaire historique du plus grand nombre.

Un acteur engagé dans l'économie sociale

Le logement social

Dans un contexte de réforme du réseau « Action Logement », du mode d'attribution des logements sociaux (mixité sociale) et de l'aménagement du territoire, le Crédit Agricole Brie Picardie contribue à la distribution des prêts réglementés auprès des bailleurs sociaux et associations du territoire, malgré une présence croissante des opérateurs publics dans le financement du marché.

En particulier, l'évolution du dispositif de prêts locatifs intermédiaires (PLI) représente un potentiel pour la Caisse Régionale, avec 229 communes éligibles sur son territoire. A mi-chemin entre le logement social et le logement privé, ces prêts sont destinés à financer des logements loués aux ménages dont les revenus sont trop élevés pour bénéficier d'une habitation à loyer modéré (HLM) et trop faibles pour le marché locatif classique.

Les grandes associations

Le pôle Institutionnels et Grandes Associations (IGA) poursuit son développement en tant qu'acteur reconnu de l'économie sociale sur le territoire de la Caisse Régionale. Avec un marché de plus de 750 associations de plus de 10 salariés présentes sur le territoire, sa stratégie est notamment fondée sur les synergies avec le réseau d'agences de proximité.

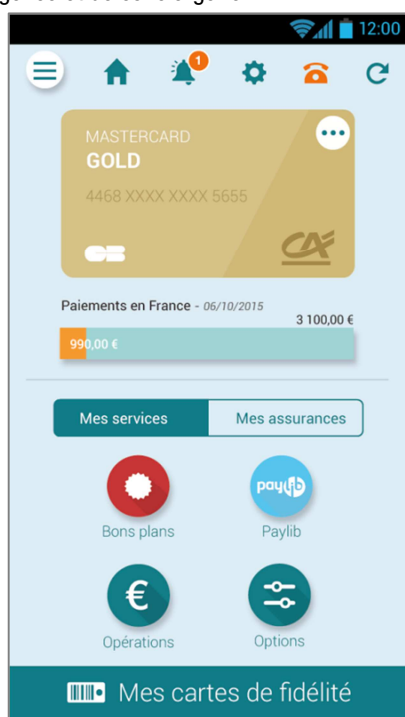
1.2. Un développement fondé sur l'utilité et la proximité

Une accélération de la transformation digitale au service des clients

L'application mobile « Ma Banque » connaît un succès grandissant avec plus de 115 000 utilisateurs actifs à fin juin 2016, soit une augmentation de près de 10 % sur le premier semestre. Elle bénéficie de nouvelles fonctionnalités, telles que l'affichage des contrats IARD (assurances dommages : incendie, accidents et risques divers), la gestion des virements programmés, ou encore, depuis avril 2016, la « Dépose-Proposition » des contrats épargne (Plan d'Epargne Logement, Compte Epargne Logement et livrets).

Celle-ci permet au conseiller commercial, suite à un entretien, en agence ou à distance, de déposer une proposition de contrat sur l'application « Ma Banque » du client. Ce dernier peut alors souscrire l'offre électroniquement, en toute sécurité.

En complément de l'application « Ma Banque », l'application satellite « Ma Carte », lancée début mai, permet au client de bénéficier de Paylib (paiement sécurisé sur internet) et de gérer l'ensemble des services associés à sa carte bancaire : augmentation des plafonds, activation/désactivation de la fonction paiement à distance, consultation des garanties et de l'assistance liées à la carte, géolocalisation des distributeurs, accès direct aux services d'urgence et de conciergerie...



L'application Ma Carte

Enfin, en agence, le nombre de signatures électroniques a dépassé ce semestre le cap des 1 million de signatures, tandis que depuis le 7 dernier juin, l'Espace Client du site internet Crédit Agricole Brie Picardie a fait peau neuve, avec un nouveau design, plus ergonomique, permettant au client de consulter et de souscrire plus facilement l'ensemble des produits et services proposés.

L'activité de collecte : les ressources de la Caisse Régionale

Les encours de collecte s'élèvent à 23,1 milliards d'euros au 30 juin 2016, soit une hausse de 2,4 % sur un an portée par l'accroissement des ressources monétaires et de l'épargne bancaire.

- Les ressources monétaires (hors émissions de titres financiers) s'élèvent à près de 5,7 milliards d'euros, en augmentation de 9 % par rapport au 30 juin 2015, évolution liée à l'accroissement des encours de comptes à vue de la clientèle qui représentent 79 % de cet ensemble à fin juin 2016.
- L'épargne bancaire, à 10,2 milliards d'euros, a par ailleurs progressé de 2,8 % sur un an. Les encours sur livrets atteignent notamment près de 4,5 milliards d'euros, dont plus de 1,5 milliard d'euros sur livrets A. Les encours de Plan Epargne Logement (PEL) s'élèvent pour leur part à près de 3,4 milliards d'euros, en progression de 8 % par rapport au 30 juin 2015.
- Enfin, la collecte pour compte de tiers atteint 7,2 milliards d'euros, en retrait de 2,9 % sur un an compte tenu d'une diminution des encours sur OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) alors que dans le même temps les encours d'assurance-vie ont progressé de 0,7 % sur un an, pour désormais représenter 88 % de la collecte tierce.

L'activité de crédit : les emplois de la Caisse Régionale

Les ressources collectées permettent au Crédit Agricole Brie Picardie d'apporter son soutien à l'économie locale, et contribuent à la réalisation des projets et investissements des clients.

A ce titre, ce sont près de 1,9 milliard d'euros de crédits à moyen et long termes qui ont été octroyés sur le premier semestre 2016, soit une progression de 11,8 % par rapport au premier semestre 2015.

Sur l'ensemble de ces nouveaux financements mis en place, près de 1,3 milliard d'euros sont destinés au marché habitat, soit un accroissement des réalisations au logement de 20,8 % par rapport au premier semestre 2015.

La production de crédits à la consommation est également en hausse : 36,1 % de croissance par rapport aux six premiers mois de 2015.

Enfin, les réalisations de crédits à l'équipement, dédiées aux marchés des Professionnels, des Agriculteurs, des Entreprises et des Collectivités publiques, atteignent globalement 465,9 millions d'euros sur les six premiers mois de 2016.

Portés par la production, les encours de crédits s'établissent à 17,3 milliards d'euros à fin juin 2016 (y compris 2,8 % de créances titrisées au sein du Groupe Crédit Agricole), soit une hausse globale de 10,4 % sur un an.

Au 30 juin 2016, ces encours de crédits sont constitués à près de 65 % de crédits habitat.

L'activité d'assurances et de services

Au service de la clientèle et des prospects, avec un réseau d'agences diversifiées (traditionnelles, spécialisées, à distance, multicanales), le Crédit Agricole Brie Picardie a accueilli sur le premier semestre 2016 plus de 29 900 nouveaux clients.

La Caisse Régionale propose une large gamme de services permettant de répondre à leurs attentes : les offres de gestion de compte sont par exemple personnalisables en fonction des besoins de chacun, pour la banque au quotidien. Les Comptes à Composer sont ainsi dotés de formules dédiées permettant d'adapter les services « à la carte » grâce à des modules optionnels (épargne pilotée, budget assurances...).

La Caisse Régionale commercialise également un panel étendu d'offres monétiques et de cartes bancaires. Au 30 juin 2016, son parc atteint 590 000 cartes bancaires, en accroissement de 3,2 % sur un an. L'activité sur les moyens de paiement se caractérise par plus de 7,5 millions d'opérations de retrait et plus de 49,7 millions d'opérations de paiement réalisées sur le premier semestre 2016.

Le portefeuille d'assurances Dommages et Prévoyance de la Caisse Régionale, qui atteint près de 572 200 contrats à fin juin 2016, affiche une dynamique d'équipement forte puisqu'il progresse de plus de 4 % par rapport à fin juin 2015.

La fin du premier semestre a été particulièrement marquée par les événements climatiques de mai et juin : les inondations de fin mai, d'une rare ampleur, ont fortement touché le département de la Seine-et-Marne. Quelque 1 100 sinistres ont été déclarés sur cet événement qui a été classé catastrophe naturelle. Les trois épisodes de violents orages de grêle du mois de juin ont également généré plus de 450 sinistres parmi les assurés de la Caisse Régionale.

Ces événements ont été l'occasion d'éprouver le professionnalisme et la réactivité des services d'indemnisation de Pacifica, qui ont mis en œuvre tous les moyens nécessaires pour régler les sinistres, ou mettre à disposition des avances de fonds dans les délais les plus brefs.

Par ailleurs, la gamme d'assurances s'est récemment étoffée des nouvelles assurances « Tous Mobiles » dédiées à la protection des appareils nomades (téléphone mobile, tablette...) contre divers risques, dont le vol, et ce, pour une cotisation unique pour le foyer. Les solutions de télésurveillance et de téléassistance « NEXECUR » évoluent également pour une protection personnalisée de l'habitat, pilotable depuis une application mobile intuitive.

« Immobilier Neuf », une offre de solutions immobilières pour les clients de la Caisse Régionale

Lancé en 2015, « Immobilier Neuf » a su séduire et accompagner les clients de la Caisse Régionale dans leur recherche d'optimisation fiscale, de revenus complémentaires, de constitution ou encore de valorisation patrimoniale.

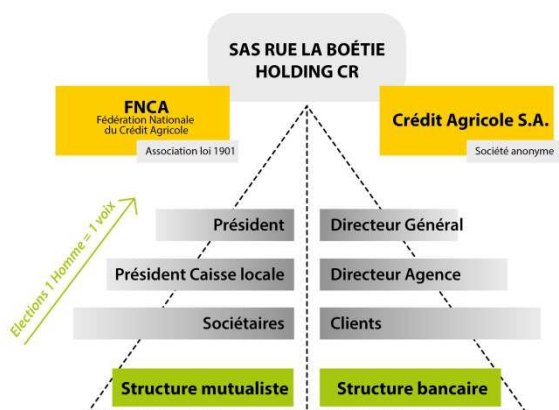
Dans un contexte marqué par la baisse historique des taux d'intérêts et le succès du dispositif Pinel, l'activité de la filiale détenue à 100 % par la Caisse Régionale enregistre sur les six premiers mois de l'exercice 2016 près de 60 contrats fermes de réservation, pour un chiffre d'affaires de plus de 500 000 euros. Le volume de ventes commercialisé par les conseillers spécialisés dans l'immobilier de placement s'élève à près de 10 millions d'euros.

2. La Responsabilité Sociétale des Entreprises : le Pacte Coopératif et Territorial

2.1. Affirmer une gouvernance coopérative et mutualiste

Le Crédit Agricole Brie Picardie est une banque coopérative et mutualiste, dont le développement est fondé sur des valeurs, des engagements et des responsabilités propres à cette identité.

2.1.1. Une organisation coopérative et démocratique



La gouvernance du système coopératif se caractérise par la détention du capital par les sociétaires, qui ont la double qualité d'utilisateur – en tant que client déposant ou emprunteur – et de propriétaire participant à la gouvernance. Contrairement aux banques sous le régime des sociétés anonymes, les décisions prises en Assemblée Générale le sont suivant le principe « un homme, une voix », et non une action, une voix. Au-delà de l'Assemblée Générale, le mode de décision repose sur un double-regard, celui des professionnels – les collaborateurs de la Caisse Régionale – et celui des administrateurs élus.

2.1.2. Des administrateurs élus pour une gouvernance coopérative

La gouvernance des caisses locales

Les clients-sociétaires détiennent sous la forme de parts sociales le capital des caisses locales. Chaque année, en Assemblée Générale, les sociétaires participent à la gouvernance des caisses locales en votant les résolutions proposées et élisent leurs représentants : les administrateurs de caisse locale. A l'issue de l'Assemblée Générale, les administrateurs élus ou réélus se réunissent en Conseil d'Administration pour désigner le président et le ou les vice-président(s) de la caisse locale.

A l'écoute de l'environnement local, les administrateurs, élus pour 3 ans, s'engagent dans la vie et la gestion des caisses locales, en respectant les clauses du secret bancaire. Les Présidents de caisse locale assurent la gestion et l'animation des caisses locales en collaboration avec les secrétaires de caisse locale, qui sont en général Directeurs d'Agence.

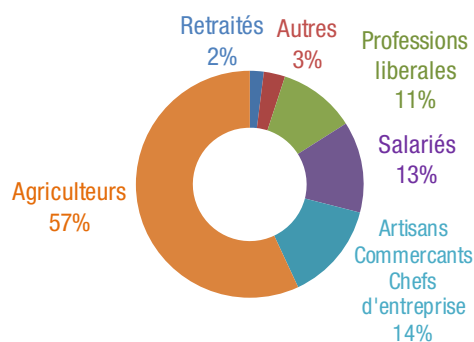
Le Président assume la responsabilité des actions du Conseil d'Administration de la caisse locale et participe aux actions relationnelles auprès des acteurs locaux, ainsi qu'à différentes instances : commissions ou représentations extérieures par exemple.

Au 30 juin 2016 :

Près de **273 000** Sociétaires
86 caisses locales affiliées à la Caisse Régionale
950 administrateurs de caisse locale

Avec 277 administratrices, le taux de féminisation des conseils d'administration de caisse locale atteint 29 %, en progression de 1 point par rapport à fin décembre 2015.

La répartition des administrateurs de caisse locale par catégorie socio-professionnelle est la suivante :



Le capital social global des 86 caisses locales s'élève à près de 144 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une progression de 6 % par rapport au 31 décembre 2015.

La gouvernance de la Caisse Régionale

Le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale est constitué de présidents ou d'élus de caisse locale. Il se prononce sur les orientations stratégiques de l'entreprise et nomme le Directeur Général, qui est le dirigeant opérationnel de la banque.

Le 31 mars dernier s'est tenue l'Assemblée Générale Annuelle 2016 de la Caisse Régionale, à Margny-Lès-Compiègne. A cette occasion, 2 nouveaux administrateurs ont été élus :

- Eliane BOUTILLIER, Présidente de la Caisse Locale de Mouy ;
- Hugues DEBLOCK, Président de la Caisse Locale de Ham.

Le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale au 30 juin 2016

Le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale est composé de 21 Administrateurs, 15 hommes et 6 femmes, soit un taux de féminisation de plus de 28 %, en progression de 4 points par rapport à fin décembre 2015.

Président	Philippe de WAAL
Vice-Présidents	Antoine BERTHE Patrice GREGOIRE
Membres du Bureau	Didier BOUCHER Hervé BOURNONVILLE Georges DUFOUR Chantal FARCE Jérôme GARNIER Isabelle GARNOT
Autres Membres	Bernard BIZOUARD Francine BOLLET Eliane BOUTILLIER Pascal CHASTRAGNAT Hugues DEBLOCK Xavier GRYPONPREZ Claude HERTAULT Eric JEANTY Lydie LARUE Bruno LEVESQUE Odile SALMON François TRANCART

Le Conseil d'Administration s'est réuni 7 fois sur le premier semestre 2016.

Le Comité de Direction de la Caisse Régionale au 30 juin 2016

Guillaume ROUSSEAU	Directeur Général
Didier GOY	Directeur Général Adjoint
Brice COLLERY	
David DECROOQ	
Vincent DE KONINCK	
Christophe GRIFFART	
Laurence LUSSON	
Rodolphe POUQUET	
Thierry ROGE	
Nathalie SIRVENT	
Laurent TITREVILLE	

2.1.3. L'Assemblée Générale, un moment clé pour exprimer son pouvoir de décision

Rendez-vous annuels essentiels pour les clients sociétaires, les Assemblées Générales sont l'occasion de participer à la vie et au fonctionnement des caisses locales. Selon le principe « un homme = une voix », le sociétaire dispose d'une voix pour voter, quel que soit le nombre de parts sociales dont il dispose. Ce sont également des moments d'échanges riches entre les clients sociétaires et les dirigeants de la Caisse Régionale.

Cette année, les Assemblées Générales de caisse locale se sont tenues entre janvier et mars sur le thème « Banque mutualiste & Monde associatif : Acteurs du territoire ». En parallèle des clients sociétaires, 13 460 associations du territoire ont été associées à ces temps forts. Une place importante a également été faite à la communication dématérialisée, avec près de 300 000 sms et e-messages de rappel envoyés.

Lors de l'Assemblée Générale de la Caisse Régionale, le 31 mars dernier à Margny-Lès-Compiègne, les Administrateurs de la Caisse Régionale, les Présidents de caisse locale et les managers de la Caisse Régionale ont été réunis autour d'un Village Digital. Celui-ci a permis à ces visiteurs d'engager des échanges riches autour des outils numériques avec des collaborateurs experts dans le domaine.



Le Village Digital lors de l'Assemblée Générale du 31 mars 2016

2.1.4. Des clients sociétaires reconnus et valorisés

La Caisse Régionale propose aux clients sociétaires une gamme de produits et services dédiés.

La Carte Sociétaire

La Carte Sociétaire est dotée de toutes les fonctionnalités d'une carte bancaire traditionnelle et bénéficie, en outre :

- d'un avantage collectif qui permet un geste solidaire : à chaque utilisation (paiement ou retrait dans un distributeur Crédit Agricole), la Caisse Régionale versant 1 centime d'euro à un fonds mutualiste pour financer des projets locaux.
- d'un accès à des réductions chez plus de 500 e-commerçants via le site Malicea.com.

Au 30 juin 2016 :

Plus de **65 400** cartes Sociétaires, soit **11 %** du parc total de cartes de la Caisse Régionale

Les Livrets et Dépôts à terme Sociétaire

Au 30 juin 2016 :

8 743 Livrets Sociétaires
pour 63,8 millions d'euros d'encours
1 184 Dépôts à Terme Sociétaires
pour un encours de 63,9 millions d'euros

2.2. Atteindre l'excellence dans la relation avec les sociétaires et les clients

Le Crédit Agricole Brie Picardie s'attache à satisfaire chaque client en affirmant sa proximité et son expertise, tout en prenant des engagements relationnels forts. Pour être la banque de demain, la Caisse Régionale développe également des outils et des solutions innovantes.

2.2.1. Une banque au service de tous, présente sur tout son territoire et facilitant l'accès au conseil et à l'expertise

La proximité

Avec plus d'un million de clients, le Crédit Agricole Brie Picardie est un acteur économique majeur sur son territoire qui cherche à apporter des réponses à tous les clients. Il offre un service de proximité par sa présence sur la plupart des cantons de son territoire, et s'attache à être la banque de tous, à chaque étape de la vie.

Au-delà de ses quelque 250 points de vente et de conseil et de ses sites support, le Crédit Agricole Brie Picardie couvre son territoire par un parc de 491 distributeurs de billets et guichets automatiques, soit 1,8 appareil pour 10 000 habitants.

En mai, la Caisse Régionale a ouvert sa première Agence « Evénements de la Vie », pour accompagner les clients lors de moments difficiles comme le décès d'un proche, par exemple. L'équipe de cette nouvelle agence, spécialisée dans le conseil, est installée à Beauvais.

L'accessibilité

La Caisse Régionale est également soucieuse de faciliter la mise à disposition de ses services à tous. Grâce au service ACCEO, tous les clients malentendants peuvent communiquer avec leur conseiller, soit en langage des signes, soit en sous-titrage instantané.

De même, le Crédit Agricole Brie Picardie offre aux personnes non-voyantes la possibilité de recevoir leurs relevés de comptes en braille.

Une banque qui innove pour simplifier la vie des clients

Au-delà des applications mobiles Ma Banque et Ma Carte, la proximité se traduit aujourd'hui aussi sur les réseaux sociaux. Depuis le début de l'année, la Caisse Régionale est présente sur :

- Facebook (www.facebook.com/ca.briepicardie)
- et Twitter (www.twitter.com/CA_briepicardie).

2.2.2. Formaliser des engagements relationnels afin de veiller aux intérêts et à la satisfaction des clients et sociétaires

L'Indice de Recommandation Client (IRC)

L'IRC permet de mesurer l'intention de recommandation des clients. Il délivre une note de recommandation puis un indice IRC. La note de recommandation est basée sur une question simple : « Recommanderiez-vous le Crédit Agricole à votre famille, un ami ou un collègue ? »

Sur une échelle de 0 à 10, chaque client attribuant une note de 9 ou 10 est considéré comme un « promoteur ». A contrario, un client qui accorde une note entre 0 et 6 est considéré comme un « détracteur ». L'indice IRC est la différence entre le pourcentage de promoteurs et le pourcentage de détracteurs : plus les « promoteurs » sont nombreux, plus l'indice est élevé.

Au cours du premier semestre 2016, plus de 14 000 clients ont répondu à cette enquête de satisfaction à la suite d'un entretien en agence.

Enquête 31/12/2015		Enquête au 30/06/2016	
Note de recommandation	Indice IRC	Note de recommandation	Indice IRC
8,1 / 10	42	8,4 / 10	48

IRC Clients vus

Les dispositifs permettant de veiller aux intérêts et à la satisfaction de la clientèle

Les dispositifs relatifs à la prise en charge des réclamations, la détection des risques opérationnels, ainsi qu'à la conformité et à la déontologie sont décrits dans le Rapport financier annuel 2015 en pages 22 et 23.

Sur le premier semestre 2016 :

- 950 réclamations ont été traitées sous un délai moyen de 15 jours
- 35 nouveaux produits ont été commercialisés et ont fait l'objet d'un avis NAP (nouvelle activité ou produit) par le Responsable du Contrôle de la Conformité
- 7 042 alertes ont été examinées dans le cadre de l'obligation de vigilance en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

La formation

Au 30 juin 2016, pour les salariés concernés par les formations de sensibilisation à la lutte contre la fraude, la fraude externe et la lutte anti-blanchiment :

- 2538 salariés ont validé la formation de sensibilisation à la fraude soit un taux de 97 %
- 2556 salariés ont validé la formation relative à la fraude externe soit un taux de 97 %
- 2528 salariés ont validé la formation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme soit un taux de 96 %

La lutte contre la fraude

Afin de renforcer la sécurisation des moyens de paiement des clients, le Crédit Agricole Brie Picardie a mis en place le service « SOS Fraude Virement » : grâce à un numéro de téléphone dédié, les clients peuvent, 24h/24 et 7j/7, signaler toute opération de virement apparaissant sur leur compte et n'étant pas à leur initiative, alerter les équipes de spécialistes de toute suspicion ou tentative de virement frauduleux suite à un piratage de leurs outils informatiques ou codes d'accès, et être informés sur la mise en place des premières mesures de sécurité.

SOS FRAUDE VIREMENT :
0969 394 009
(appel non surtaxé)
24h/24 7j/7



2.3. Contribuer au développement économique des territoires et à l'environnement

Banque coopérative animée par un esprit mutualiste, le Crédit Agricole Brie Picardie est un acteur majeur du développement et du financement de l'économie de ses territoires.

2.3.1. Créer de la valeur économique et être un financeur de premier plan de tous les projets et besoins

L'Investissement Socialement Responsable (ISR) : un outil de financement de l'économie sociale et solidaire

L'ISR est la traduction du développement durable pour les valeurs financières. Il se caractérise par l'intégration de critères extra-financiers dits ESG : Environnement, Social, Gouvernance.

En juin 2016, la Caisse Régionale a investi quelque 500 000 euros dans le fonds Amundi Finance et Solidarité – fonds à caractère social dans ses participations –, avec la possibilité de co-investir dans des projets sur le territoire aux côtés d'Amundi.

Le fonds Finance et Solidarité est intervenu en fonds propres auprès de l'association Habitat & Humanisme France dans le cadre de la réhabilitation d'un ancien bâtiment conventuel à Amiens, « La Maison Monsieur Vincent », qui a été inaugurée en ce début d'année. Cette opération permet d'accueillir des personnes en grande précarité, isolées et disposant de faibles ressources dans 35 logements sociaux entièrement aménagés.



La Maison Monsieur Vincent, à Amiens

Pionnière de l'épargne solidaire en France, l'association Habitat et Humanisme France invite les épargnants à s'engager à ses côtés en souscrivant à des placements solidaires en sa faveur. Ainsi le Crédit Agricole Brie Picardie commercialise un fonds solidaire et de partage géré par Amundi « Solidarité-CA Habitat et Humanisme ».

2.3.2. Soutenir la création et le développement des entreprises

Au-delà des financements et solutions d'ingénierie financière qu'elle propose, la Caisse Régionale a tissé des liens avec les principales structures de développement économique de ses territoires.

Sur le premier semestre 2016, la Caisse Régionale a poursuivi notamment son partenariat avec le Réseau Entreprendre en Picardie et parraine l'opération « Les Entrepreneuriales », concours de création d'entreprise destiné aux élèves des établissements supérieurs de Picardie.

Le 24 mars, deux étudiants de l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) ont remporté au niveau régional le Trophée des Entrepreneuriales, décerné dans les locaux de la Caisse Régionale à l'issue d'une journée de soutenance.



La soirée de clôture régionale des Entrepreneuriales

Leur projet « Smeal » de poudre alimentaire pour un repas rapide et équilibré a séduit le jury composé de professionnels (chef d'entreprise, responsable ressources humaines, enseignant et consultant). Le 8 juin, à Paris, lors de la finale nationale, ils ont remporté la deuxième place.

2.3.3. Investir dans les domaines d'excellence

L'agriculture et l'agroalimentaire

Acteur historique sur son territoire et leader sur l'agriculture, le Crédit Agricole Brie Picardie réaffirme ses ambitions d'être la banque de référence sur ce marché, qui constitue un pilier important de l'économie locale. Il soutient au travers des équipes du marché de l'agriculture des projets dynamiques et innovants ayant un fort impact environnemental, tels que des équipements de cogénération chez un horticulteur sur le secteur de Coulommiers, par exemple.

Le logement

Qu'il s'agisse de favoriser l'accession à la propriété ou de soutenir des travaux d'économie d'énergie, le Crédit Agricole Brie Picardie est présent à chaque étape du parcours résidentiel des clients, avec notamment sur le premier semestre 2016 :

- 102 éco-prêts à taux zéro accordés pour un montant total de 1,6 millions d'euros, complétés par des prêts travaux.
- 555 prêts 0 % « ministère du logement » accordés pour un total de 33,8 millions d'euros.

L'économie de l'énergie et de l'environnement

La Caisse Régionale poursuit son soutien aux entreprises dans leurs projets d'installation d'équipements de cogénération en biomasse et de panneaux photovoltaïques, notamment via sa participation dans le fonds CAP Energie 3 qui soutient des projets de réseaux chaleur, de champs d'éoliennes et d'équipements de production d'énergie solaire.

La Caisse Régionale s'inscrit en acteur de la transition énergétique et a octroyé au premier semestre 2016 près de 400 000 euros de prêts « économie d'énergie » et de financements d'équipements photovoltaïques pour l'habitat privé, les Agriculteurs et Professionnels.

La santé et le vieillissement

La Caisse Régionale accompagne des projets sur les 3 départements de son territoire, qui prennent notamment la forme de crédits accordés à des cliniques pour leurs équipements médicaux, ou encore de financements pour l'installation de résidences séniors.

2.3.4. Développer des actions écoresponsables

Le pilotage RSE

Le Crédit Agricole Brie Picardie est intégré dans la démarche RSE du Groupe Crédit Agricole au travers de l'enquête RSE Groupe et du Pacte Coopératif et Territorial de la Fédération Nationale du Crédit Agricole. La politique et les actions RSE sont pilotées par un Comité RSE trimestriel avec une volonté de réduire des incidences négatives de son exploitation sur l'environnement.



La semaine du développement durable

Du 30 mai au 5 juin 2016, la Caisse Régionale a relayé la semaine européenne du développement durable par une communication interne et externe sur les 5 engagements du Pacte Coopératif et Territorial. Chaque jour, un thème lié au développement durable dans la Caisse Régionale a été présenté : la carte sociétaire, le bilan carbone, les mesures d'accessibilité dans les agences, le don de jours de congé, ou encore l'investissement solidaire et responsable.

L'efficacité énergétique du parc immobilier

Le premier semestre 2016 est marqué par la création et l'aménagement de nouveaux espaces de travail sur le site d'Amiens en vue d'accueillir, dans un environnement de qualité, les équipes du site de Beauvais. Dans ce cadre, un nouveau bâtiment d'une surface de près de 500 m² a vu le jour sur le site d'Amiens et sera particulièrement performant en termes énergétiques : - 40% par rapport aux normes RT 2012.

Une attention toute particulière a été portée sur ces réalisations privilégiant un équipement mobilier plus ergonomique, l'intégration de nouvelles technologies d'éclairage, comme les lampes LED à détecteurs de présence et variation d'intensité en fonction de la luminosité extérieure, et un chauffage produit par des pompes à chaleur peu énergivores.

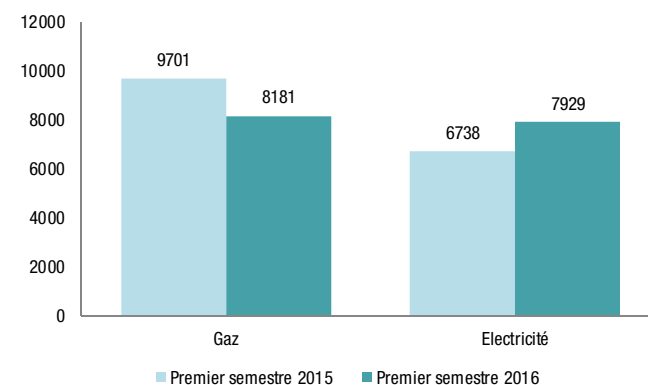
En parallèle, le restaurant inter-entreprises d'Amiens fait l'objet d'une rénovation afin d'accueillir les collaborateurs dans un espace modernisé, équipé d'un nouvel espace de restauration rapide.

A cette occasion, le mobilier de l'ancien espace de restauration d'Amiens (tables et chaises) a été cédé à l'association « Les restaurants du Cœur » de Beauvais.

Les consommations et émissions sur le premier semestre 2016

L'énergie

Consommations en MWh



A ces consommations s'ajoutent 50 MWh issus de la géothermie et 40 MWh pour le Fioul.

A noter que les 104 panneaux photovoltaïques installés sur le site d'Amiens ont produit sur le premier semestre 2016 une énergie « verte » à hauteur de 5 596 kWh.

L'eau

La consommation d'eau s'élève à 10 427 m³ pour le premier semestre 2016 contre 16155 m³ au premier semestre 2015.

Les consommables

Le volume de papier consommé au premier semestre 2016 (ramettes, courriers clients, chéquiers, lettres chèques...) s'élève à 207 tonnes (contre 257,8 tonnes au premier semestre 2015), dont 24,6 tonnes concernent les chéquiers.

Les conventions de dématérialisation signées avec un nombre croissant de clients leur permettent de recevoir par internet relevés d'opérations, informations bancaires et commerciales. Plus de 376 900 plis web ont ainsi été envoyés sur le mois de juin 2016, contre près de 348 500 pour le mois de décembre 2015.

4784 cartouches d'encre ont été consommées sur le premier semestre 2016, dont 90,82 % sont dites recyclées.

Les déchets

La masse totale des déchets s'élève à 162 tonnes pour le premier semestre 2016 et se décompose comme suit :

- Papier : 139,7 tonnes, dont 136,6 tonnes ont été recyclées
- Déchets Industriels Banals (DIB) : 22,3 tonnes

10,2 tonnes de déchets DEEE (équipements électriques et électroniques) ont été collectées sur la période du 1^{er} janvier au 19 avril 2016. C'est une société installée sur le territoire Brie Picardie qui traite ces déchets dans une démarche environnementale et sociétale en employant des travailleurs reconnus handicapés.

Les déplacements

Le nombre de kilomètres effectués pour les déplacements professionnels sur le premier semestre 2016 s'élève à 2 millions de kilomètres auxquels s'ajoutent près de 700 000 km parcourus par les véhicules de service et de fonction.

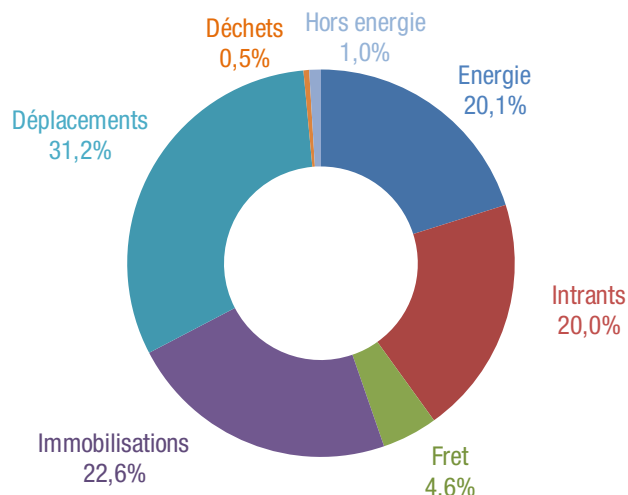
Un véhicule « 100 % électrique » complète la flotte de véhicules de la Caisse Régionale. Très largement utilisé par les collaborateurs, il a totalisé 13 684 km sur ce début d'année soit près de 2 300 km par mois.

Les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)

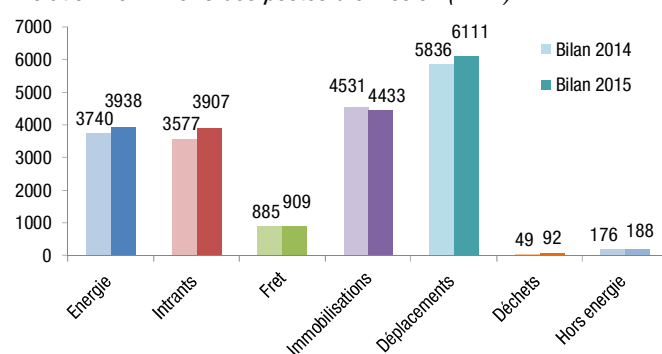
Au cours du premier semestre 2016, la Caisse Régionale a réalisé un bilan carbone sur l'activité 2015 qui comptabilise un volume de 19 577 teqCO₂, (tonnes équivalent carbone) de GES (gaz à effet de serre), contre 18 800 teqCO₂ pour 2014.

Cette dégradation, à mettre en regard d'une forte activité commerciale, impacte 6 des 7 domaines mesurés : l'énergie, les immobilisations, les déplacements, le hors énergie (fluide réfrigérant), les intrants (fournitures de bureau, objets publicitaires, nettoyage), le fret et les déchets.

Répartition des GES 2015 par poste d'émission



Evolution 2014-2015 des postes d'émission (MWh)



2.3.5. S'inscrire en client majeur des fournisseurs locaux

La Caisse Régionale coopère avec les fournisseurs locaux via le GIE Achats Conseils. En 2016, ce GIE gère 18 marchés sur le domaine des fournitures bancaires, et a mené sur le début de l'année 9 appels d'offres dédiés dans les domaines du service et du mobilier. A noter que 71 % des partenaires du GIE sur les fournitures bancaires ont établi une charte RSE.

2.4. Partager des pratiques sociales responsables avec les collaborateurs

2.4.1. Recruter de façon pérenne pour des emplois localisés sur le territoire et promouvoir la diversité

Le recrutement et l'intégration

Au premier semestre 2016, 59 nouveaux collaborateurs ont rejoint le Crédit Agricole Brie Picardie en Contrat à Durée Indéterminée (CDI), dont 45 dans le réseau commercial et 14 sur les sites.

Mobilijob's

Le 10 juin, la Caisse Régionale Brie Picardie a participé pour la première fois aux « Mobilijob's » organisés par Crédit Agricole S.A. au « SkyPark » de Saint-Quentin-en-Yvelines. Cette journée a été dédiée à la connaissance des métiers du Groupe et aux échanges entre candidats à la mobilité intergroupe et les services Ressources Humaines des entités participantes. Cet événement, créé en 2015, a accueilli le 10 juin dernier plus de 200 visiteurs et proposait plus de 180 annonces.

Job Dating

Le 28 juin dernier, la Caisse Régionale organisait dans ses locaux d'Amiens, Chessy, Chantilly et Melun son « Job Dating » annuel. La communication autour de l'évènement sur les réseaux sociaux a permis aux candidats en recherche d'emploi de venir à la rencontre des équipes RH pour échanger sur les nombreuses opportunités d'emploi et d'évolution interne qu'offre la Caisse Régionale.

L'apprentissage

Le Crédit Agricole Brie Picardie favorise l'accès aux métiers de la banque par l'apprentissage et l'accueil de jeunes en alternance, tissant avec plusieurs établissements sur son territoire des relations riches et dynamiques. Ces démarches permettent d'accueillir 91 alternants au 30 juin 2016, contre 79 au 30 juin 2015.

Le parrainage des nouveaux entrants

L'intégration des nouveaux collaborateurs est une priorité pour la Caisse Régionale, qui a développé un processus d'intégration et un suivi personnalisé qui leur sont dédiés, de même qu'une formation spécifique pour tous les tuteurs des alternants. Chaque mois, les jeunes embauchés bénéficient d'un séminaire d'intégration sur 2 à 3 jours au sein de la Caisse Régionale. Sur le début de l'année 2016, 6 séminaires ont ainsi été organisés afin de présenter les valeurs du Groupe Crédit Agricole ainsi que l'histoire et l'organisation de la Caisse Régionale.

Le parrainage lors des mobilités sites-réseaux

Un processus de parrainage a été instauré en janvier 2016 pour les collaborateurs des sites qui souhaitent effectuer une mobilité vers les agences commerciales. L'objectif de cet accompagnement est de créer un environnement à la fois sécurisant et structurant pour le collaborateur et de favoriser son autonomie professionnelle.

La découverte de la Banque et de ses métiers

La Caisse Régionale a récemment ouvert ses portes à 30 élèves d'un lycée de Noyon dans le cadre des Journées de l'industrie. Accueillis par les équipes des ressources humaines, ils ont pu découvrir un secteur d'activité riche dans la diversité de ses métiers et ont particulièrement été intéressés par les métiers du numérique, au travers de rencontres avec les équipes de datamining, de community management et les data scientists.

Le handicap

Dans la continuité des efforts pour œuvrer en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés, la Direction des ressources humaines du Crédit Agricole Brie Picardie a eu recours à une entreprise du secteur protégé (ESAT : Etablissement et Services d'Aide par le Travail) pour scanner de l'ensemble des dossiers du personnel.

Cette opération a concerné quelque 3000 dossiers pour environ 250 000 documents.

Au premier semestre 2016, le taux de travailleurs handicapés atteint 3,05 % (effectif équivalent temps plein handicapé CDI au prorata du temps de travail ramené à l'effectif équivalent temps plein en CDI).

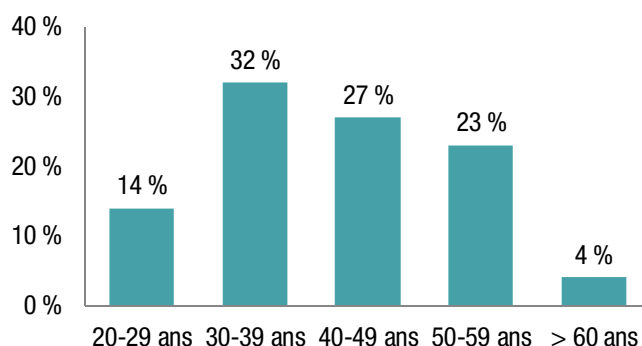
Les effectifs

Totalisant un effectif global de 2 753 collaborateurs à fin juin 2016, dont 88 % en CDI, le Crédit Agricole Brie Picardie poursuit le recrutement de nouveaux talents au service de la clientèle.

	31/12/2015	30/06/2016
Responsables Management	727	744
Techniciens Animation Unité	1503	1475
Agents Application	244	217
Total CDI	2474	2436
Contrat Alternance	94	91
CDD	213	226
TOTAL	2781	2753

L'âge moyen des salariés en CDI au 30 juin 2016 s'établit à 41,9 ans. La Caisse Régionale, avec une ancienneté moyenne de 15 ans au 30 juin 2016, démontre une fidélisation importante des salariés : 43 % d'entre eux ont au moins 15 ans d'ancienneté.

Répartition des salariés par tranches d'âge



Avec 41 démissions sur le premier semestre 2016, le turn-over reste faible. A ces données s'ajoutent notamment 4 licenciements (faute grave ou inaptitude), 37 départs en retraite et 8 mobilités intra-groupe.

L'organisation du temps de travail (absentéisme, temps partiel)

L'accord sur le temps partiel permet à certains salariés d'articuler leur vie professionnelle et leur vie familiale, avec un taux de salariés CDI à temps partiel de 13,5 %.

Le taux d'absentéisme s'établit à 5,5 % (arrêts consécutifs aux accidents de travail et de trajets, aux maladies et absences injustifiées).

Les innovations RH

Sur le premier semestre 2016, les équipes de la Direction des ressources humaines ont déployé la solution collaborative « People Doc », afin de centraliser l'ensemble des procédures RH, remplacer l'utilisation de la messagerie et limiter les échanges de documents papier, dans une démarche de dématérialisation. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la démarche environnementale de la Caisse Régionale de réduction de l'utilisation du support physique papier au profit des supports électroniques.

2.4.2. Développer la formation et la promotion des salariés

La formation

La formation est une priorité au sein de la Caisse Régionale : 58 % des salariés ont déjà bénéficié d'une action de formation en ce début d'année, représentant un total de 42 283 heures de formation, soit 17 heures par collaborateur. L'effort de formation porte sur l'intégration des nouveaux collaborateurs, sur l'accompagnement des salariés dans les phases de changement d'activité et sur le développement de l'expertise dans les métiers spécialisés.

Le Crédit Agricole Brie Picardie poursuit également ses programmes de formation destinés aux managers et futurs managers afin de les aider à mieux assurer leurs missions d'encadrement, au travers de formations diplômantes, à l'instar de la formation développée en partenariat avec l'ESSEC (Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales) sur le thème du « Management d'une entreprise commerciale » ou encore du cursus de formation d'enseignement supérieur ITB (Institut Technique de Banque), sur les mécanismes de fonctionnement et d'organisation du système bancaire.

Au-delà de ces formations présentiels, 8 428 formations en « e-learning » ont été recensées par le service formation sur le premier semestre 2016.

Les formations à la sécurité et à la gestion des incivilités

38 collaborateurs ont été formés à la gestion des incivilités au cours du premier semestre 2016 et 147 personnes ont suivi l'e-learning « Sécurité des personnes et des biens ».

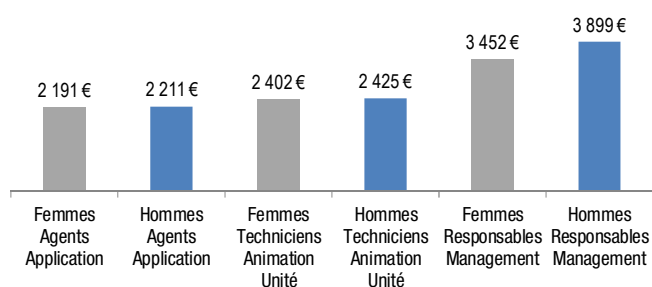
Les promotions

Sur le premier semestre 2016, 6 % des salariés ont bénéficié d'une promotion.

La rémunération

La politique de rémunération du Crédit Agricole Brie Picardie est décrite en pages 31 et 32 du Rapport financier annuel 2015. Au premier semestre 2016, 8 % des salariés ont bénéficié d'une augmentation de salaire.

Salaire mensuel moyen brut



L'égalité de traitement hommes-femmes

La Caisse Régionale est largement féminisée avec 61 % de l'effectif en Contrat à Durée Indéterminée, soit 943 hommes et 1493 femmes. L'égalité professionnelle est un sujet prioritaire pour la Caisse Régionale, qui veille notamment en permanence à ne pas créer d'écarts en termes de rémunération.

2.4.3. Associer les salariés et les élus aux orientations de l'entreprise et favoriser un dialogue social riche

Le dialogue social au sein de la Caisse Régionale

Les instances et mesures relatives au dialogue social sont décrites en pages 32 et 33 du Rapport financier annuel 2015.

Nombre de réunions avec les Instances Représentatives du Personnel (IRP)

	Premier semestre 2015	Premier semestre 2016
CE	7	7
CHSCT	6	8
DP	6	6
Négociations	20	11
Commissions	11	8
Groupes de travail	2	5

Les accords d'entreprise

Dans le cadre d'un dialogue social riche au sein de la Caisse Régionale, les négociations ont abouti au premier semestre 2016 à la conclusion de plusieurs accords au profit des salariés.

Ainsi les partenaires sociaux ont conclu des accords sur l'épargne salariale pour compléter et enrichir les accords précédents. Ces accords concernent l'Intéressement, la Participation et le Plan d'Epargne Entreprise.

Dans le domaine de la rémunération, un accord a été conclu sur la rémunération extra conventionnelle et sur la rétribution globale. Cet accord permet un rééquilibrage entre la part fixe et la part variable de la rémunération.

Enfin, dans un souci de démarche RSE et à la demande des salariés, les partenaires sociaux se sont entendus pour intégrer dans l'accord sur les frais professionnels une indemnisation kilométrique vélo.

2.5. Mettre en œuvre une responsabilité sociétale sur les territoires

Proximité, responsabilité, solidarité, utilité : ces valeurs mutualistes animent les engagements du Crédit Agricole Brie Picardie en faveur des initiatives locales qu'il accompagne et soutient pour être toujours plus proche des territoires et se rendre utile aux clients.

2.5.1. Soutenir les associations, animer le territoire et valoriser le patrimoine

Nos Quartiers ont du Talent : « NQT »

La Caisse Régionale a apporté son aide à cette association dans la mise à disposition locaux et bureaux. Elle vise à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, Bac + 3 et plus, âgés de moins de 30 ans, issus de milieux sociaux modestes. Elle s'appuie sur le parrainage de cadres, de dirigeants d'entreprises expérimentés (conseils sur la recherche d'emploi, le CV, la lettre de motivation, les entretiens, aide à la constitution d'un réseau...) et permet d'accélérer l'insertion professionnelle de ces jeunes ambitieux et méritants.

Les partenariats

Fidèle à ses valeurs de proximité et de responsabilité, le service Communication du Crédit Agricole Brie Picardie a soutenu, au premier semestre 2016, 75 associations réparties sur les départements de la Somme, de l'Oise et de la Seine-et-Marne.

Œuvrant dans les domaines du sport, du tourisme, de la culture ou encore du patrimoine, ces associations ont pu s'investir pleinement dans la vie locale grâce aux 332 600 euros alloués par le Crédit Agricole Brie Picardie, incluant contributions financières et dons d'objets promotionnels.

Parmi les initiatives soutenues, 20 nouveaux partenariats se sont noués depuis le début de l'année 2016 pour un montant de 43 100 euros. Des nouveautés placées tout particulièrement sous le signe de l'innovation et du développement durable :

Le StartUp Week-end qui s'est déroulé les 30 et 31 janvier à Amiens a ainsi reçu le soutien du Crédit Agricole Brie Picardie. Réunissant étudiants, développeurs, graphistes, designers, ingénieurs, communicants et entrepreneurs, ce marathon de la création a permis aux équipes de présenter des projets particulièrement innovants devant un jury de professionnels. Au terme de 54 heures intenses, l'équipe Alvéolait – emmenée par un Amiénois de 31 ans – l'a emporté grâce à un ingénieux dispositif permettant de mesurer la quantité de lait bue par un nourrisson au cours d'une tétée. Alvéolait poursuit depuis le développement de son prototype et s'est déjà doté d'un site internet.



L'opération « Défi 77 pour l'environnement » menée les 12 et 13 mars par le Lions Club et soutenue par la Caisse Régionale a quant à elle mobilisé plus de 700 volontaires en Seine-et-Marne pour nettoyer les 1000 km d'accotement du réseau routier départemental.

Dans la même optique de protection de l'environnement et de la sauvegarde du potentiel touristique, le Crédit Agricole Brie Picardie était également aux côtés de la fédération départementale des chasseurs et la fédération départementale de pêche pour soutenir les 19 et 20 mars l'édition 2016 de Som'Propre, le grand nettoyage de printemps.



On retiendra aussi l'accompagnement du Festival des Ecrémés qui s'est déroulé le 4 juin à Conty dans la Somme, le soutien apporté à la Fondation des Œuvres Sociales de l'Air dans le cadre du « Meeting de l'Air » organisé le 29 mai 2016 sur la base militaire de Creil ou encore le soutien du « show aérien du centenaire » à Meaux les 21 et 22 mai, qui a permis aux nombreux spectateurs présents de découvrir des reproductions d'avions de la guerre de 14-18.

Enfin, le Crédit Agricole Brie Picardie a réaffirmé sa volonté d'accompagner les collectivités locales dans leurs projets en soutenant le Congrès des maires de la Somme qui s'est tenu le 18 mars à Mégacité à Amiens. Ce rendez-vous annuel, très attendu par ses acteurs dans un contexte de réforme territoriale et de tension budgétaire, est l'un des plus fréquentés de France.

Les initiatives locales et le fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat et Solidarité

Le soutien aux associations et la volonté de dynamiser le territoire se concrétisent via les initiatives locales des caisses locales et via le fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat & Solidarité.

Les initiatives locales

Après les assemblées générales 2016 des caisses locales, mettant en avant le monde associatif, les demandes d'initiatives locales ont connu une forte augmentation sur ce premier semestre. Ce sont ainsi 64 dossiers qui ont été validés par les deux commissions réunies en ce début d'année pour un montant global de 290 565 euros sur des projets à caractère social, touristique, ou encore culturel et patrimonial.

Dans la continuité des années antérieures, la commission des « trophées », récompensant les meilleurs projets dans chacun des 3 domaines, a rendu son verdict en juin :

- La caisse locale de Provins est la lauréate dans le domaine social avec l'accompagnement de l'association « Le soleil dans la main » pour le financement de fauteuils-lits afin d'accueillir les parents d'enfants hospitalisés en pédiatrie.
- L'association « Demucher » soutenue par les caisses locales de Friville Escarbotin, Oisemont, Gamaches, Airaines et Saint-Valery a retenu l'attention du jury dans le domaine de la culture et du patrimoine. Cette association retrace l'histoire du Vimeu Industriel dans la serrurerie et la robinetterie, au travers d'un ouvrage de qualité intitulé « Ouvrir-Fermé ».
- Enfin la caisse locale d'Abbeville a soutenu le projet de l'association « Entre Terre et Mer en Somme », assurant la gestion de la réserve Ornithologique de Grand-Laviers. Le soutien des initiatives locales a porté sur le financement de la réalisation et de la pose de panneaux signalétiques et d'interprétation sur la situation de la réserve, son fonctionnement écologique et sa richesse biologique.

Le fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat et Solidarité : « CA BP M&S »

Le fonds, créé en 2011, continue à apporter son soutien aux associations et aux structures d'insertion par l'économie. Il intervient pour des projets porteurs de développement économique ou de lutte contre toutes les exclusions dans 3 domaines :

- Le développement durable
- La santé
- La culture et le patrimoine



Au premier semestre 2016, le fonds de dotation CA Brie Picardie Mécénat & Solidarité (CA BP M&S) a lancé son premier appel à projets sur le thème du « numérique contre toutes les exclusions », doté de 70 000 euros de prix.

Les 25 dossiers sélectionnés ont fait l'objet le 23 juin 2016 d'une présentation détaillée à un jury composé de personnalités, du Président de la Caisse Régionale et des membres du fonds de dotation CA BP M&S.

4 dossiers ont été retenus :

- L'École Supérieure d'Art et de Design d'Amiens, spécialisée dans le design graphique et la typographie, est à l'origine d'un système de signes permettant de transcrire de manière graphique la langue des signes pratiquée par les personnes sourdes.
- Le projet Kolibri de l'association L'enfant@l'hôpital vise à redonner le goût d'apprendre aux enfants et adolescents malades, handicapés ou en grande difficulté scolaire de Creil et Lamorlaye.
- A Amiens, le projet L'Atelier 2.0, qui prévoit la mise en place d'ateliers de sensibilisation et de formation au numérique à destination de femmes en situation de précarité et/ou victimes de violences conjugales, est porté par l'association AGENA.
- Enfin, la mairie de Montereau (77) souhaite ouvrir une université « en ligne », la Digitale Académie, pour les bacheliers éloignés des infrastructures universitaires.

En parallèle, les collaborateurs de la Caisse Régionale ont pu décerner par vote interne leur Coup de Cœur : le dossier « Digitale Académie » a été retenu, bénéficiant ainsi d'un complément de dotation financière.

Le fonds de dotation CA BP M&S a également accompagné sur ce début d'année 6 projets pour un montant global de 129 000 euros :

- L'association « Les chemins de fer de la Baie de Somme », pour la restauration de la locomotive SCARPE et son exploitation sur un réseau touristique.
- Le développement d'un applicatif par le Comité Régional Olympique de Picardie visant à mettre en contact les associations sportives et les entreprises.
- La Maison du diabète et de l'Obésité de Meaux, établissement pilote dans ce domaine.
- L'association Ajecta à Longueville, qui souhaite acquérir et restaurer la plus grosse locomotive à vapeur jamais exploitée en Europe : « La Mountain ».
- La restauration du tableau « Le massacre des innocents » de Poussin, au musée Condé de Chantilly, ce partenariat s'inscrivant dans la continuité des premières restaurations des tableaux de Poussin parrainées par le Crédit Agricole de l'Oise en 1994.
- L'antenne de formation mobile et de e-learning du Centre Hospitalier Universitaire d'Amiens, destinée à la formation des personnels des établissements de santé éloignés d'Amiens.

2.5.2. Encourager l'insertion économique et sociale

La Caisse Régionale a investi en 2015 dans le fonds de capital investissement Impact Partenaires 3 pour accompagner des entreprises rentables et viables, à forte utilité sociale et environnementale. Celles-ci participent au développement de l'emploi dans des zones urbaines défavorisées, à des démarches d'insertion sociale ou de reconversion, ou encore favorisent l'emploi de personnes en situation de handicap.

On retrouve parmi les dernières prises de participation d'Impact Partenaires 3 :

- Une école d'informatique pour des élèves aux parcours professionnels difficiles, demandeurs d'emplois, ou décrocheurs ;
- Une entreprise, implantée dans des quartiers prioritaires, qui propose une offre complète pour l'organisation de séminaires à travers le monde.

2.5.3. Favoriser la prévention et l'accompagnement des clients, y compris dans les moments difficiles

Le Crédit Agricole Brie Picardie offre une démarche relationnelle personnalisée et des solutions spécifiques afin d'accompagner les clients et les aider à franchir des caps difficiles (période de chômage, maladie, isolement...) ou à construire des projets personnels.

En ce milieu d'année, la Caisse Régionale a souhaité accompagner par une démarche responsable les clients touchés par les inondations et a mis en place pour eux une offre de crédit à 0 %, sans frais de dossier. Cette offre a complété les premières aides versées par Pacifica et a permis aux clients impactés de retrouver rapidement un équilibre et de faire face aux dépenses imprévues.

« L'autre carte »

« L'autre carte » est une carte de retrait et de paiement immédiat pour une clientèle fragile ou modeste. Son prix est faible et le contrôle de solde systématique protège les porteurs des dépassements de solde. Les plafonds de paiement ou de retrait sont limités à des niveaux peu élevés. Le Crédit Agricole Brie Picardie s'engage ainsi à protéger les clients contre les dépenses excessives. Cette offre représente plus de 19 700 cartes bancaires à fin juin 2016.

L'avance « Coup de main »

L'avance « Coup de main » est un prêt de trésorerie à taux préférentiel pour accompagner les clients dans des situations temporaires difficiles. L'avance « Coup de main » représente un stock de 36 prêts à fin juin 2016.

Le droit au compte

Toute personne physique ou morale domiciliée en France dépourvue d'un compte de dépôt a droit à l'ouverture d'un compte bancaire dans un établissement de crédit. 1 592 clients bénéficient d'un droit au compte actif à fin juin 2016.

3. Les résultats financiers

Dans sa séance du 22 juillet 2016, le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale a examiné les comptes sociaux et consolidés au 30 juin 2016.

3.1. Les comptes sociaux

Le compte de résultat

Le PNB d'activité clientèle du premier semestre 2016 s'élève à 283,1 millions d'euros, contre 284,4 millions d'euros sur les six premiers mois 2015. Le niveau d'activité commerciale permet de maintenir ce PNB dans un contexte de taux historiquement bas.

Dans le même temps, le PNB portefeuille atteint 54 millions d'euros, contre 24,5 millions d'euros sur le premier semestre 2015. Cette augmentation résulte d'une hausse des dividendes perçus sur les participations dans le Groupe Crédit Agricole, et d'une amélioration de la marge nette sur titres de placement.

Globalement, le Produit Net Bancaire (PNB) du premier semestre 2016 atteint ainsi 337,1 millions d'euros, lorsqu'il était de 308,9 millions d'euros sur les six premiers mois 2015.

Les charges de fonctionnement nettes s'élèvent à 149,9 millions d'euros, supérieures de 5,2 % à celles du premier semestre 2015, dans un contexte de développement des ressources humaines et logistiques. Le coefficient d'exploitation, inférieur à 45 % au 30 juin 2016, confirme la bonne performance opérationnelle du Crédit Agricole Brie Picardie.

Le résultat brut d'exploitation atteint ainsi 187,2 millions d'euros, en progression de 12,5 % par rapport aux six premiers mois 2015.

Avec un coût du risque à 19,1 millions d'euros au 30 juin 2016, contre 16,1 millions d'euros lors du premier semestre 2015, la Caisse Régionale reste vigilante sur le risque de crédit. Au sens de la réglementation bâloise, le taux de défaut (EAD Défaut/EAD) est de 1,98 % au 30 juin 2016, pour une exposition globale de la Caisse Régionale (EAD) de près de 18,7 milliards d'euros.

Après prise en considération du résultat net sur actif immobilisé, de la dotation nette aux fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) et de l'impôt sur les sociétés, le résultat net social de la Caisse Régionale s'établit à 104,7 millions d'euros au 30 juin 2016, en hausse de 4,9 % comparativement au premier semestre 2015.

Le bilan

Au 30 juin 2016, le bilan en base individuelle du Crédit Agricole Brie Picardie s'élève à 21,9 milliards d'euros.

Les capitaux propres hors FRBG, à 2,8 milliards d'euros, représentent ainsi 13 % du bilan. Ceux-ci sont notamment constitués :

- du capital social pour un montant de 277,3 millions d'euros, divisé en parts sociales pour un montant de 124,8 millions d'euros et en certificats coopératifs d'investissement et certificats coopératifs d'associés pour un montant de 152,5 millions d'euros ; et
- des primes et réserves pour un montant de près de 2,5 milliards d'euros.

3.2. Les comptes consolidés

Le bilan et les résultats consolidés s'obtiennent après agrégation du bilan et des résultats sociaux de la Caisse Régionale à ceux de l'ensemble des 86 caisses locales, du fonds dédié Brie Picardie Croissance et de la filiale de la Caisse Régionale « S.A.S. Brie Picardie Expansion », et après élimination des opérations réciproques et retraitements de consolidation aux normes IFRS.

Le compte de résultat

Au 30 juin 2016, le Produit Net Bancaire consolidé s'établit à 336,6 millions d'euros, en augmentation de 6,6 % par rapport au 30 juin 2015 :

- le produit net des intérêts et assimilés s'élève à 169,5 millions d'euros, contre 172,8 millions d'euros à fin juin 2015, soit une baisse de 3,3 millions d'euros ;
- les commissions nettes atteignent 122,3 millions d'euros, en augmentation de 4,8 % sur un an ;
- les gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat atteignent 2,9 millions d'euros à fin juin 2016 alors qu'au 30 juin 2015, une perte nette de 2,8 millions d'euros avait été constatée ;
- les gains nets sur actifs et instruments financiers disponibles à la vente s'élèvent à 40,2 millions d'euros, en augmentation de 16,4 millions d'euros sur un an : la variation s'explique essentiellement par l'augmentation de l'acompte sur dividende de la S.A.S. Rue la Boétie par rapport à celui de 2015 ;
- les autres produits nets d'activité atteignent 1,7 million d'euros contre 5,1 millions d'euros de produits nets à fin juin 2015.

Les charges de fonctionnement nettes sont en hausse de 4,9 % par rapport au premier semestre 2015 ; il en résulte un Résultat Brut d'Exploitation de 182,6 millions d'euros, en hausse de 8,1 %.

Le coût du risque progresse de 3 millions d'euros et atteint 19 millions d'euros.

Après traitement de l'impôt sur les bénéficiaires, le résultat net (part du Groupe) ressort à 121,6 millions d'euros, en hausse de 15,3 % par rapport au 30 juin 2015.

Le bilan

Le total bilan consolidé atteint plus de 22,1 milliards d'euros au 30 juin 2016, supérieur de 3 % à celui du 31 décembre 2015. Les évolutions significatives par rapport à décembre 2015 sont détaillées ci-dessous.

A l'actif du bilan :

- les prêts et créances sur la clientèle sont en augmentation de 650,2 millions d'euros, soit une évolution de 4 % qui s'explique par la hausse des réalisations de crédits, notamment sur le marché habitat ;
- les prêts et créances sur les établissements de crédits sont en diminution de 314,3 millions d'euros s'expliquant par la baisse des placements monétaires à terme ;
- les comptes de régularisation et actifs divers sont en augmentation de 118,7 millions d'euros liée à la hausse des appels de marge versés.

Au passif du bilan :

- les dettes envers les établissements de crédit sont en baisse de 1,3 % sous l'effet de la diminution des avances globales et des emprunts en blanc ;
- les dettes envers la clientèle augmentent de 293,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015 ;
- les dettes représentées par un titre augmentent de 224,6 millions d'euros sous l'effet de l'augmentation des certificats de dépôts négociables ;
- les capitaux propres consolidés (part du Groupe) s'élèvent à 3,1 milliards d'euros au 30 juin 2016 et représentent 14,2 % du total bilan.

3.3. Les participations et filiales

L'ensemble des participations, parts d'entreprises liées et avances consolidables s'élève à 979 millions d'euros à fin juin 2016.

Les filiales propres

Les principales filiales du Crédit Agricole Brie Picardie sont constituées au 30 juin 2016 :

D'une société consolidée :

- La S.A.S. Brie Picardie Expansion, au capital de 50 millions d'euros, dont l'objet est d'acquérir et de gérer des participations dans des sociétés non cotées en création, en développement ou matures, présentant de bonnes perspectives de croissance et de rentabilité, voire susceptibles d'être introduites en bourse.

De sociétés non consolidées :

- La S.C.I. de l'Oise, au capital de 1,5 million d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de l'Oise ;
- La S.A.S. ESPAR, au capital de 540 000 euros, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières ;
- La S.A.R.L. IFEP, au capital de 75 000 euros, société marchand de biens ;

- La S.A.R.L. LOCPAR, au capital de 7 622,45 euros, qui détient des actifs immobiliers hors exploitation sur le département de la Seine-et-Marne ;
- La S.N.C. DU BOURDEAU, au capital de 1 500 euros, qui gère un stock de terrains en Seine-et-Marne ;
- La S.A.S. LES 2M, au capital de 37 000 euros, société qui porte essentiellement des fins de programmes immobiliers ;
- La S.A.S. Immobilier Neuf Crédit Agricole Brie Picardie, au capital de 100 000 euros, société dont l'objet est de réaliser des transactions immobilières sur tous types de biens et/ou droits immobiliers.

Les filiales nationales

Au 30 juin 2016, au sein du Groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale détient des participations dont les principales sont les suivantes :

- La S.A.S. RUE LA BOETIE, valorisée pour 760,4 millions d'euros au bilan consolidé après imputation de la dépréciation durable ;
- La S.A.S. SACAM DEVELOPPEMENT, valorisée pour un montant de 34,2 millions d'euros au bilan consolidé ;
- La S.A.S. SACAM INTERNATIONAL, valorisée pour un montant de 25,3 millions d'euros au bilan consolidé après imputation de la dépréciation durable ;
- La S.A.S. SACAM AVENIR, valorisée pour un montant de 9,9 millions d'euros au bilan consolidé.

Les filiales de moyens

Les principales filiales de moyens auxquelles la Caisse Régionale est adhérente avec d'autres caisses régionales sont les suivantes :

- G.I.E. CAPRINT : regroupement de moyens éditiques et fabrication des chèquiers ;
- G.I.E. CA TOP : regroupement de moyens pour le traitement des chèques ;
- G.I.E. ACHATS CONSEILS : négociation de contrats, de services et d'équipements ;
- G.I.E. CA INNOVE : regroupement de moyens pour l'innovation dans le Groupe ;
- G.I.E. C.A.T.S. (CA TECHNOLOGIE ET SERVICES) : regroupement de moyens pour la conception, la fabrication, la maintenance et l'exploitation du système d'information et, en relation avec les caisses régionales, permettant d'assurer le pilotage des projets informatiques depuis l'exposition des besoins jusqu'au fonctionnement ;
- G.I.E. COOPERNIC : gestion des coopérations entre caisses régionales dans différents domaines (affaires internationales, gestion du portefeuille titres et participations...) ;
- G.I.E. COBALT : gestion de la coopération entre caisses régionales dans le domaine de la gestion des outils Bâle II ;
- S.A.S. Crédit Agricole Payment Services : société commerciale spécialisée dans le traitement des flux financiers.

Le fonds dédié Brie Picardie Croissance

La Caisse Régionale détient au 30 juin 2016 une participation de 100 millions d'euros dans le fonds professionnel dédié Brie Picardie Croissance, créé le 23 février 2015.

4. La gestion des risques et les dispositifs de contrôle interne

Les principales catégories de risques auxquels la Caisse Régionale est exposée sont :

- les risques de crédit,
- les risques de marché,
- les risques liés à la gestion du bilan :
 - le risque de taux d'intérêt global,
 - le risque de change,
 - le risque de liquidité et de financement.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- les risques opérationnels,
- les risques juridiques,
- les risques de non-conformité.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du Rapport financier annuel 2015, dans le chapitre 6 « Le suivi et la gestion des risques inhérents aux activités » du rapport de gestion (pages 41 à 59).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2016 sont présentées ci-dessous.

La « brève déclaration sur les risques » qui décrit les principes généraux d'appétence aux risques de la Caisse Régionale est présentée en pages 58 et 59 du Rapport financier annuel 2015.

4.1. Les risques de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

Les principes, méthodologies et dispositifs de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du Rapport financier annuel 2015, pages 41 à 51. Ils n'ont pas connu d'évolution significative sur le premier semestre 2016.

4.1.1. Exposition et concentration

Diversification par zone géographique

En référence à la note 4 des annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés, l'essentiel de l'activité de la Caisse Régionale est effectué en France.

Diversification par filière d'activité économique

La répartition des engagements sur les entreprises, les agriculteurs et les professionnels met en évidence la concentration sectorielle de la Caisse Régionale qui se situe dans la moyenne des caisses régionales du Groupe : 5 secteurs représentent la part prépondérante des expositions (85,97 %).

FILIERES D'ACTIVITE ECONOMIQUE	Poids Entreprises + Agriculture + Professionnels
	30/06/2016
AGROALIMENTAIRE	29,64%
IMMOBILIER	21,41%
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITES	19,64%
DIVERS*	9,97%
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIENS DE CONSOMMATION	5,31%
SANTE / PHARMACIE	4,06%
BTP	2,39%
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	1,72%
UTILITIES	1,24%
ENERGIE	1,21%
AUTOMOBILE	0,83%
INDUSTRIE LOURDE	0,80%
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES)	0,71%
AUTRES TRANSPORTS	0,44%
AUTRES INDUSTRIES	0,20%
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	0,12%
MEDIA / EDITION	0,10%
ASSURANCE	0,09%
TELECOM	0,08%
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	0,03%
MARITIME	0,02%
AERONAUTIQUE / AEROSPATIAL	0,01%
BANQUES	0,00%
<i>Source : ARCADE</i>	
	100,00%

* Composition de la rubrique DIVERS	30/06/2016
HOLDING	59,76%
SERVICES PROFESSIONNELS AUX ENTREPRISES	25,98%
COMMERCE DE GROS - AUTRE NEGOCE INTERNATIONAL	13,48%
NEGOCE AUTRES MATIERES PREMIERES	0,79%

Exposition par agent économique

Les encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique sont présentés en note 5.3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les encours nets de prêts et créances (hors opérations internes au Crédit Agricole) sont en progression de 4,1 % sur le premier semestre 2016 et s'élèvent à 17 173 millions d'euros au 30 juin 2016, contre 16 494 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les encours bruts dépréciés sur base individuelle (362,3 millions d'euros au 30 juin 2016) progressent légèrement (+ 3,3 % sur le premier semestre 2016). On constate également que les dépréciations sur base individuelle (269,6 millions d'euros) suivent la même tendance (+ 3,5 % sur le premier semestre 2016).

Au 30 juin 2016, le taux de provisionnement du portefeuille de créances individuelles (en principal) évolue peu et s'établit à 74,4 % (+ 0,2 point par rapport au 31 décembre 2015).

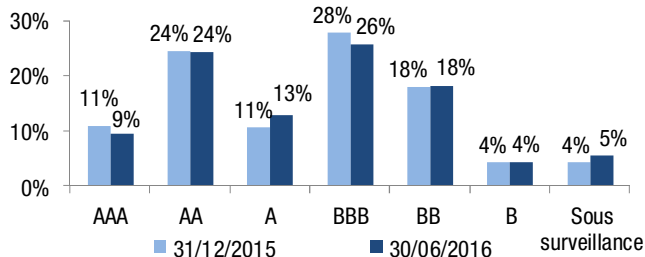
Le stock de provisions collectives, de 103,5 millions d'euros au 30 juin 2016 (+ 2,9 % par rapport au 31 décembre 2015), a été actualisé en fonction des niveaux d'engagements des contreparties considérées comme sensibles. Cette variation est corrélée à l'évolution de l'activité crédit.

Ces provisions collectives intègrent également le risque que présentent les filières les plus exposées à une évolution défavorable de la situation économique.

Qualité des encours : Analyse des encours Grande Clientèle par notation interne

La politique de notation interne vise à couvrir l'ensemble du portefeuille « Grande Clientèle » (Entreprises, Professionnels de l'Immobilier, Collectivités Publiques, Banques et Institutions Financières). Au 30 juin 2016, les emprunteurs notés par les systèmes de notation interne représentent 99,3 % des expositions saines portées par la Caisse Régionale, hors banque de détail, soit 3 384 millions d'euros.

Evolution du portefeuille sain hors banque de détail par équivalent Standard & Poor's du rating interne



Source : OCE

4.1.2. Coût du risque

Le coût du risque de la Caisse Régionale atteint 19 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 16 millions d'euros au premier semestre 2015. Il résulte essentiellement d'une dotation nette aux risques de crédit (prêts, créances et engagements par signature) à hauteur de 20,6 millions d'euros.

4.1.3. Perspectives d'évolution

Afin de répondre aux normes réglementaires de plus en plus exigeantes et aux principes édictés par l'*European Banking Authority* (EBA), les travaux menés par le Groupe depuis 2012 ont conduit à la création d'un nouvel outil : la base risque GERICO (GEstion des Risques de COntreparties). Ce programme permettra de couvrir de façon exhaustive l'ensemble des risques de contrepartie (crédits, opérations de marché et international). Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, les remontées prudentielles sont réalisées sur la base des données produites par GERICO et, après une année en double production, l'outil ARCADE sera abandonné au 31 décembre 2016.

Par ailleurs, du fait des récents travaux de convergence entre la notion de CDL (créances douteuses et litigieuses) et de défaut et des règles comptables qui seront imposées par la future norme IFRS 9, une refonte complète du modèle de notation de la clientèle de détail est en cours.

4.2. Le risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché, et notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des actions, les spreads de crédit et leur volatilité implicite.

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement du risque de marché sont précisés en pages 51 à 53 du Rapport financier annuel 2015.

Sur le premier semestre 2016, et à l'image des semestres précédents, aucune opération de *trading* n'a été effectuée. La valeur brute du portefeuille de placement s'élève à 957 millions d'euros au 30 juin 2016.

4.3. Les risques liés à la gestion du bilan

L'organisation et le dispositif d'encadrement et de suivi de la gestion du bilan sont décrits en pages 53 à 56 du Rapport financier annuel 2015. Ils n'ont pas connu d'évolution significative au cours du premier semestre 2016.

4.3.1. Le risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale du bilan de la Caisse Régionale, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêts.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêts évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leurs taux d'intérêt non synchrones.

Le Groupe Crédit Agricole utilise la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux, qui fait l'objet d'une couverture au niveau de chaque entité du Groupe.

Principales évolutions

Objectifs et politique

L'objectif sur le risque de taux est d'avoir globalement une position de transformation en taux fixe avec :

- un contrôle plus particulier sur les années 2016 à 2019 ;
- une position de transformation plus marquée de 2020 à 2025.

Perspectives d'évolution et incertitudes

Au cours du premier semestre 2016, le risque de taux de la Caisse Régionale a eu globalement une position de transformation sur le risque taux fixe, avec une réduction de l'exposition au risque taux fixe sur le deuxième trimestre 2016, en captant la baisse des taux de swap post-Brexit.

La gestion dissociée des risques taux fixe et inflation amène à une compensation entre le risque inflation et le risque taux fixe d'une part et, d'autre part, à une position de transformation sur le risque de taux synthétique.

Sur le second semestre 2016, à l'actif la baisse des taux fixes ouvre un potentiel de rachat de crédits à la concurrence et également de hausse en montant des réaménagements de crédits à taux fixe sur la clientèle de la Caisse Régionale.

Au passif l'écart entre l'Euribor 3 mois et le taux du livret A est supérieur à 1 % au 30 juin 2016 : les taux réglementés créent une rigidité sur le coût de la ressource clientèle. Le risque inflation devra faire l'objet d'une couverture spécifique étant donné que la rémunération du livret A est maintenue à 0,75 %. La flexibilité de la Caisse Régionale à la baisse des taux est donc plus importante sur l'actif que sur le passif.

4.3.2. Le risque de liquidité et de financement

Le Groupe est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise, par exemple, en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires et monétaires).

Exposition

Au 30 juin 2016, le *Liquidity Coverage Ratio* de la Caisse Régionale est de 115 %, pour une exigence réglementaire fixée à 70 % pour 2016.

Perspectives d'évolution et incertitudes

Au premier semestre, le programme de Titres de Créances Négociables déclaré à la Banque de France a été positionné à 3 milliards d'euros, dont 2 milliards d'euros en Certificats de Dépôt Négociables (CDN). Ce programme permet de maintenir l'encours de refinancement en CDN essentiellement au niveau du marché interbancaire.

Au second semestre le pilotage de la liquidité sera impacté par :

- la poursuite des mesures non conventionnelles décidées par la Banque Centrale Européenne, notamment les T-LTRO II (*Targeted Longer-Term Refinancing Operations*, refinancement jusqu'en 2020-2021) ;
- l'évolution de la liquidité à très court-terme qui reste marquée par un excédent croissant de liquidité au sein de l'Eurosystème ;
- l'EONIA et l'Euribor 3 mois qui sont désormais négatifs et le resteront vraisemblablement jusqu'à fin 2017.

4.4. Les risques opérationnels

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

Les dispositifs de gestion et de surveillance des risques opérationnels sont décrits au sein du Rapport financier annuel 2015, en pages 56 à 58. Il n'y a pas eu d'évolution significative au premier semestre 2016.

Principaux travaux menés au cours du premier semestre de l'année 2016

Au premier semestre 2016, le Crédit Agricole Brie Picardie a continué à renforcer son dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels. Dans ce cadre, les principales actions suivantes ont été conduites :

- La cartographie des risques opérationnels 2015 a été finalisée le 12 février 2016. Une synthèse des résultats a fait l'objet d'une présentation au Comité de Contrôle Interne du 20 avril 2016.
- Le suivi des plans d'actions, à mettre en place à l'issue de la cartographie des risques opérationnels 2015, a été initié et doit être finalisé pour le 31 octobre 2016.
- L'analyse annuelle des 17 scénarios majeurs a débuté au premier semestre, après rappel de la démarche et validation des scénarios retenus au Comité de Contrôle Interne du 10 mai 2016.

- De nouvelles actions de formation et de sensibilisation des correspondants à la culture des risques opérationnels se sont poursuivies au cours du premier semestre 2016.

4.5. Les risques juridiques

A ce jour, à la connaissance de la Caisse Régionale, il n'existe aucune procédure judiciaire significative susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets matériels sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale. Les risques juridiques en cours au 30 juin 2016 ont fait l'objet de provisions tenant compte des informations dont dispose la Direction Générale.

4.6. Les dispositifs de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est défini comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature permettant la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations traitées.

Conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014 et selon les préconisations de Crédit Agricole S.A., la responsabilité du contrôle interne est partagée entre trois fonctions directement rattachées à la Direction Générale :

- le responsable du contrôle des risques,
- le responsable du contrôle de la conformité,
- le responsable du contrôle périodique.

La Caisse Régionale a désigné son responsable des contrôles permanents et des risques (RCPR) en qualité de responsable de la filière risques.

Le dispositif mis en place par la Caisse Régionale est encadré par une charte de contrôle interne et repose sur l'indépendance et la spécialisation des contrôles qui se répartissent en trois catégories :

- les contrôles permanents de premier degré par les opérateurs eux-mêmes et l'encadrement des services ou des agences,
- les contrôles permanents de deuxième degré premier niveau par des agents distincts de ceux ayant engagé l'opération pouvant exercer des activités opérationnelles ; un contrôle permanent de deuxième degré second niveau est aussi exercé par les agents exclusivement dédiés aux fonctions spécialisées de contrôle permanent de dernier niveau avec notamment : contrôle des risques de crédit, contrôle comptable et financier et contrôle de la conformité,
- les contrôles périodiques du service Audit, qui constituent le troisième degré. Ce service agit en toute indépendance dans le cadre d'un plan d'audit pluriannuel de contrôles de toutes les activités et fonctions de la Caisse Régionale.

La coordination des fonctions de contrôle et le suivi du dispositif de contrôle interne sont assurés par un Comité de Contrôle Interne se réunissant mensuellement et dont la présidence est assurée par la Direction Générale.

Le Directeur des Risques rend compte semestriellement au Comité des Risques et au Conseil d'Administration de l'activité de contrôle interne au sein de la Caisse Régionale et des principales évolutions sur chaque domaine de risque.

4.6.1. Le contrôle permanent

Piloté par les équipes des contrôles permanents et des risques, le plan de contrôles permanents est décliné et régulièrement actualisé en collaboration avec les experts-métiers. Tout le référentiel des contrôles applicables est exclusivement défini dans l'outil national SCOPE qui centralise également la saisie des résultats de tous les contrôles exécutés par toutes les unités de la Caisse Régionale. Les reportings issus de ce dispositif font l'objet d'une présentation au comité de contrôle interne et d'une diffusion au niveau hiérarchique adéquat.

Sur le premier semestre 2016, la Caisse Régionale a poursuivi la révision du plan de contrôles permanents en lien avec la cartographie des risques opérationnels. Cette actualisation a concerné notamment les domaines suivants : la fraude, la sécurité financière, le juridique, les caisses locales, les ressources humaines, le recouvrement, le marketing, ainsi que les contrôles nationaux harmonisés sur les assurances (référentiel mis à jour en janvier 2016).

4.6.2. Le contrôle du risque de non-conformité

Les risques de non-conformité concernent notamment le non-respect des règles liées aux activités financières et bancaires, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, des normes professionnelles et déontologiques, d'instructions, de l'éthique dans les comportements professionnels ou encore de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la prévention et la lutte contre la fraude...

Un dispositif de contrôles dédiés s'assure de la maîtrise de ces risques, et donc de leurs impacts. Des moyens spécifiques d'encadrement et de surveillance des opérations sont mis en œuvre : formation du personnel, adoption de procédures internes, accomplissement des obligations déclaratives vis-à-vis des autorités de tutelle, et information régulière aux instances de gouvernance de la Caisse Régionale.

Sur le premier semestre 2016, la Caisse Régionale a fait évoluer son dispositif de contrôle interne afin de répondre efficacement aux nouvelles obligations législatives et réglementaires qui lui incombent.

4.6.3. Le contrôle périodique

Les principales actions menées par le service Audit au cours du premier semestre 2016 ont porté sur :

- la réalisation de :
 - 15 audits d'agences de proximité,
 - 6 missions sur des agences spécialisées (pôles Professionnels, agences Banque Privée),
 - 6 missions sur les sites,
- deux campagnes de suivi des recommandations pour les activités des sites.

Le plan d'audit a été présenté au Comité de Contrôle Interne du 22 février 2016 et au Comité des Risques du 24 mars 2016.

5. La structure financière

5.1. Le capital social

Le capital social de la Caisse Régionale est constitué de 55 456 701 titres répartis en Parts Sociales, Certificats Coopératifs d'Investissement et Certificats Coopératifs d'Associés.

	Nombre de titres	Valeur nominale
Parts Sociales	24 956 540	5 €
Certificats Coopératifs d'Investissement	16 908 614	
Certificats Coopératifs d'Associés	13 591 547	
Capital Social	55 456 701	277 283 505 €

Les Parts Sociales

Les Parts Sociales de la Caisse Régionale sont détenues au 30 juin 2016 par les 86 caisses locales, 21 Administrateurs et Crédit Agricole S.A.

Les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI)

Les CCI sont détenus par des investisseurs financiers, personnes physiques ou morales. Ils donnent droit à une rémunération sous forme de dividendes. Le vote du porteur de CCI est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors d'assemblées spéciales de porteurs de CCI.

Le programme de rachat de CCI a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie qui s'est tenue le 31 mars 2016.

Le CCI de la Caisse Régionale, coté sur le compartiment B d'Euronext Paris sous le code ISIN FR0010483768, était valorisé à 22,30 euros au 30 juin 2016, contre 23,21 euros au 31 décembre 2015.

Les Certificats Coopératifs d'Associés (CCA)

Les CCA sont des titres donnant droit à une rémunération sous forme de dividendes. Au 30 juin 2016, Crédit Agricole S.A. détient la totalité des 13 591 547 CCA émis par la Caisse Régionale. Le vote du porteur de CCA est requis pour les évolutions majeures du capital de la Caisse Régionale lors d'assemblées spéciales du porteur de CCA. La valorisation des CCA est égale à celle des CCI.

Dans le cadre de la simplification de la structure du Groupe Crédit Agricole, un projet est en cours afin de procéder à un reclassement des CCI et CCA actuellement détenus par Crédit Agricole S.A. dans une holding (« Sacam Mutualisation ») conjointement détenue par les caisses régionales (cf. note 2 aux comptes consolidés intermédiaires résumés : « Principales opérations de structure et événements significatifs de la période »).

La politique de distribution

L'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale du 31 mars 2016 a approuvé l'ensemble des résolutions présentées et notamment le paiement :

- d'un intérêt de 1,65 % aux Parts Sociales,
- d'un dividende de 1,50 euro par Certificat Coopératif d'Investissement CRCAM Brie Picardie,
- d'un dividende de 1,50 euro par Certificat Coopératif d'Associé.

Ces dividendes et intérêts ont été mis en paiement sur le second trimestre 2016.

5.2. Les fonds propres prudentiels

La composition des fonds propres

Les fonds propres de base sont essentiellement composés du capital, des réserves et des écarts de réévaluation desquels sont déduits les CCI auto-détenus par la Caisse Régionale et les immobilisations incorporelles.

La déduction des participations des établissements bancaires, financiers et d'assurance de la Caisse Régionale excédant 10 %, non déduites dans le cadre des fonds propres complémentaires et déduction faite de la franchise de 10 % des fonds propres, permet l'obtention du *Common Equity Tier One* (CET1).

Les fonds propres complémentaires, composés des titres subordonnés, desquels sont déduites les participations des établissements bancaires, financiers et d'assurance de la Caisse Régionale excédant 10 %, permettent l'obtention de l'*Additional Tier One* (AT1).

Les fonds propres du Crédit Agricole Brie Picardie s'élèvent selon le calcul effectué au 31 mars 2016 à près de 2,4 milliards d'euros.

L'exigence de fonds propres

L'exigence correspond au minimum de fonds propres à respecter au regard des risques de crédit et de contrepartie, des risques de règlement-livraison, des risques opérationnels et des risques de marché, calculés en application des normes prudentielles.

5.3. La surveillance prudentielle

Les banques doivent faire preuve d'une structure financière robuste compte tenu des effets de l'insolvabilité de l'une d'entre-elles sur la stabilité financière du système économique. Ainsi, la Caisse Régionale gère son activité et son capital en cohérence avec le respect des ratios prudentiels.

Le *Capital Requirements Directive* (CRD)

La solidité financière se mesure par la capacité à assurer une couverture minimale par les fonds propres des risques de crédit, de marché et des risques opérationnels. Le CRD IV ou ratio Bâle III du Crédit Agricole Brie Picardie est de 20,01 % au 31 mars 2016, dernière donnée disponible.

Le Contrôle des Grands Risques

Pour s'assurer d'une bonne dispersion de ses risques clientèle, la Caisse Régionale doit à tout moment respecter plusieurs normes.

Concernant le contrôle des grands risques, celui-ci s'apprécie au travers de deux déclarations, la division des risques et le contrôle des grands risques, tous deux calculés à partir des données consolidées de la Caisse Régionale.

La première prend en considération les 20 bénéficiaires ayant les encours nets les plus importants quel que soit leur pourcentage de représentation dans les fonds propres.

Le contrôle des grands risques, en revanche, prend en compte depuis mars 2014, a minima, les 20 plus importantes expositions originales qui incluent les 10 premiers groupes bénéficiaires « institutions » et les 10 premiers groupes bénéficiaires « institutions financières non régulées » dont les encours bruts dépassent 10 % des fonds propres.

A minima, et si les seuils de dépassement des fonds propres ne sont pas atteints, les expositions sont à déclarer à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Par ailleurs, dans le cadre du contrôle des grands risques, un même bénéficiaire ne doit pas excéder 25 % des fonds propres de la banque. Au 31 mars 2016, aucune contrepartie ne porte un encours supérieur à 10 % des fonds propres.

La liquidité

Le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) permet de mesurer la capacité, en cas de crise de liquidité, des établissements de crédit à faire face à leurs engagements à court-terme (30 jours) en mobilisant des actifs liquides. L'exigence minimale est fixée à 70 % pour 2016. Au 30 juin 2016, le LCR de la Caisse Régionale s'établit à 115 %.

6. Les perspectives

Pour le deuxième semestre 2016, la Caisse Régionale entend notamment confirmer son positionnement et son dynamisme sur le crédit à l'habitat, et continuer d'accompagner toutes les clientèles dans leurs projets et besoins.

L'expertise et l'engagement des équipes, couplés aux innovations élaborées dans le cadre du plan stratégique « Préférence 2020 » permettront d'accélérer la conquête et de renforcer la préférence client.

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2016

SOMMAIRE

CADRE GENERAL	33
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	34
COMPTE DE RESULTAT	34
RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	35
BILAN ACTIF	36
BILAN PASSIF	37
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	38
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	39
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES	40
1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES	40
2. PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE	45
3. NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	46
3.1. <i>Produits et Charges d'intérêts</i>	46
3.2. <i>Commissions nettes</i>	46
3.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	47
3.4. <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	49
3.5. <i>Produits et charges nets des autres activités</i>	49
3.6. <i>Charges générales d'exploitation</i>	49
3.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	50
3.8. <i>Coût du risque</i>	51
3.9. <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i>	51
3.10. <i>Impôts</i>	52
3.11. <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	54
4. INFORMATIONS SECTORIELLES	56
5. NOTES RELATIVES AU BILAN	56
5.1. <i>Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	56
5.2. <i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	58
5.3. <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i>	59
5.4. <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i>	62
5.5. <i>Exposition au risque souverain</i>	63
5.6. <i>Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle</i>	66
5.7. <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i>	67
5.8. <i>Immeubles de placement</i>	67
5.9. <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i>	68
5.10. <i>Provisions</i>	68
5.11. <i>Capitaux propres</i>	70
6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE	71
7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	73
8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	74
8.1. <i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i>	74
8.2. <i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i>	78
9. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2016	81
10. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE	81

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie, 86 caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent également les comptes des caisses locales, des filiales consolidables et d'un fonds dédié.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Intérêts et produits assimilés	3.1	290 330	632 109	321 455
Intérêts et charges assimilées	3.1	-120 795	-278 528	-148 612
Commissions (produits)	3.2	147 837	283 865	141 427
Commissions (charges)	3.2	-25 572	-51 140	-24 731
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	2 888	-3 767	-2 763
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	40 225	19 206	23 787
Produits des autres activités	3.5	2 659	9 496	5 843
Charges des autres activités	3.5	-993	-1 894	-744
PRODUIT NET BANCAIRE		336 579	609 347	315 662
Charges générales d'exploitation	3.6	-148 500	-290 626	-141 650
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-5 453	-10 629	-5 148
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		182 626	308 092	168 864
Coût du risque	3.8	-18 954	-18 124	-15 965
RESULTAT D'EXPLOITATION		163 672	289 968	152 899
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	0	177	145
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
RESULTAT AVANT IMPOT		163 672	290 145	153 044
Impôts sur les bénéfices	3.10	-42 033	-98 071	-47 540
Résultat net d'impôt des activités abandonnées				
RESULTAT NET		121 639	192 074	105 504
Participations ne donnant pas le contrôle				
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		121 639	192 074	105 504

RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Résultat net		121 639	192 074	105 504
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	3.11	-2 508	1 681	2 446
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence		-2 508	1 681	2 446
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	3.11			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	3.11	863	-578	-842
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	3.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		-1 645	1 103	1 604
Gains et pertes sur écarts de conversion	3.11			
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	3.11	2 400	2 850	-7 160
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	3.11	9	213	175
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence		2 409	3 063	-6 985
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	3.11			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres-recyclables hors entreprises mises en équivalence	3.11	-936	1 333	4 171
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	3.11			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		1 473	4 396	-2 814
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres		-172	5 499	-1 210
Résultat net et autres éléments du résultat global		121 467	197 573	104 294
Dont part du Groupe		121 467	197 573	104 294
Dont participations ne donnant pas le contrôle				

BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales		73 814	73 132
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1 - 5.5	22 564	28 148
Instrumentés dérivés de couverture		85 374	65 310
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4 - 5.5	1 870 242	1 850 842
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4 - 5.5	1 742 821	2 057 085
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4 - 5.5	17 094 224	16 444 048
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		181 610	84 065
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5.4 - 5.5	338 685	326 690
Actifs d'impôts courants et différés		135 942	92 509
Comptes de régularisation et actifs divers		485 216	366 493
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participation aux bénéfices différée			
Participation dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	5.8	8 754	6 151
Immobilisations corporelles	5.9	88 440	88 891
Immobilisations incorporelles	5.9	3 080	3 081
Ecart d'acquisition			
TOTAL DE L'ACTIF		22 130 766	21 486 445

BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2016	31/12/2015
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	3 791	1 313
Instruments dérivés de couverture		254 307	183 435
Dettes envers les établissements de crédit	5.6	11 505 877	11 661 987
Dettes envers la clientèle	5.6	5 684 176	5 390 868
Dettes représentées par un titre	5.7	773 014	548 461
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		116 740	52 346
Passifs d'impôts courants et différés		47 813	183
Comptes de régularisation et passifs divers		404 390	394 897
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions		73 783	75 852
Dettes subordonnées	5.7	133 535	130 679
TOTAL DETTES		18 997 426	18 440 021
CAPITAUX PROPRES		3 133 340	3 046 424
Capitaux propres - part du Groupe		3 133 339	3 046 423
Capital et réserves liées		1 652 583	1 642 937
Réserves consolidées		1 339 645	1 191 768
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		19 472	19 644
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants destinés à être cédés			
Résultat de l'exercice		121 639	192 074
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1
TOTAL DU PASSIF		22 130 766	21 486 445

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'Euros)	Part du Groupe									Participations ne donnant pas le contrôle					Capitaux propres consolidés	
	Capital et réserves liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres		
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables				Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
(en milliers d'euros)																
Capitaux propres au 1er janvier 2015	276 146	2 579 143	-30 437	0	2 824 852	-3 913	18 058	14 145	43 517	2 882 514				0	0	2 882 514
Augmentation de capital	6 113				6 113			0	0	6 113				0	0	6 113
Variation des titres autodétenus			1 027		1 027			0	0	1 027				0	0	1 027
Emissions d'instruments de capitaux propres					0			0	0	0				0	0	0
Rémunération du 1er semestre 2015 d'instruments de capitaux propres					0			0	0	0				0	0	0
Dividendes versés au 1er semestre 2015					0			0	-43 517	-43 517				0	0	-43 517
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales					0			0	0	0				0	0	0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					0			0	0	0				0	0	0
Mouvements liés aux paiements en actions					0			0	0	0				0	0	0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	6 113	0	1 027	0	7 140	0	0	0	-43 517	-36 377	0	0	0	0	0	-36 377
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0	-2 814	1 604	-1 210		-1 210				0	0	-1 210
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					0			0	0	0				0	0	0
Résultat du 1er semestre 2015					0			0	105 504	105 504				0	0	105 504
Autres variations		527			527			0	0	527				0	1	528
Capitaux propres au 30 juin 2015	282 259	2 579 670	-29 410	0	2 832 519	-6 727	19 662	12 935	105 504	2 950 958	1		0	0	1	2 950 959
Augmentation de capital	2 721				2 721			0	0	2 721				0	0	2 721
Variation des titres autodétenus			-513		-513			0	0	-513				0	0	-513
Emissions d'instruments de capitaux propres					0			0	0	0				0	0	0
Rémunération du 2nd semestre 2015 d'instruments de capitaux propres					0			0	0	0				0	0	0
Dividendes versés au 2nd semestre 2015					0			0	0	0				0	0	0
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales					0			0	0	0				0	0	0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					0			0	0	0				0	0	0
Mouvements liés aux paiements en actions					0			0	0	0				0	0	0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	2 721	0	-513	0	2 208	0	0	0	0	2 208	0	0	0	0	0	2 208
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0	7 210	-501	6 709	0	6 709				0	0	6 709
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					0			0	0	0				0	0	0
Résultat du 2nd semestre 2015					0			0	86 570	86 570				0	0	86 570
Autres variations		-22			-22			0	0	-22				0	0	-22
Capitaux propres au 31 décembre 2015	284 980	2 579 648	-29 923	0	2 834 705	483	19 161	19 644	192 074	3 046 423	1		0	0	1	3 046 424
Affectation du résultat 2015		147 540			147 540			0	-147 540	0				0	0	0
Capitaux propres au 1er janvier 2016	284 980	2 727 188	-29 923	0	2 982 245	483	19 161	19 644	44 534	3 046 423	1		0	0	1	3 046 424
Augmentation de capital	8 144				8 144			0	0	8 144				0	0	8 144
Variation des titres autodétenus			1 502		1 502			0	0	1 502				0	0	1 502
Emissions d'instruments de capitaux propres					0			0	0	0				0	0	0
Rémunération du 1er semestre 2016 d'instruments de capitaux propres					0			0	0	0				0	0	0
Dividendes versés au 1er semestre 2016					0			0	-44 534	-44 534				0	0	-44 534
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales					0			0	0	0				0	0	0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					0			0	0	0				0	0	0
Mouvements liés aux paiements en actions					0			0	0	0				0	0	0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	8 144	0	1 502	0	9 646	0	0	0	-44 534	-34 888	0	0	0	0	0	-34 888
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0	1 473	-1 645	-172		-172				0	0	-172
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					0			0	0	0				0	0	0
Résultat du 1er semestre 2016					0			0	121 639	121 639				0	0	121 639
Autres variations		337			337			0	0	337				0	0	337
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2016	293 124	2 727 525	-28 421	0	2 992 228	1 956	17 516	19 472	121 639	3 133 339	1		0	0	1	3 133 340

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2016	1er semestre 2015	31/12/2015
Résultat avant impôt	163 672	153 044	290 145
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	5 452	5 149	10 629
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	16 960	12 915	13 468
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement	-990	-145	-172
Résultat net des activités de financement	2 856	2 848	5 745
Autres mouvements	19 256	39 116	18 195
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	43 534	59 883	47 865
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	241 559	307 666	1 204 252
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-361 524	-449 288	-1 269 997
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	197 038	134 178	-133 665
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-118 648	7 327	17 739
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence			
Impôts versés	-38 920	-36 134	-105 699
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-80 495	-36 251	-287 370
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	126 711	176 676	50 640
Flux liés aux participations (1)	-361	1 011	-1 816
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-6 717	-6 986	-14 612
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-7 078	-5 975	-16 428
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	-35 991	-36 899	-34 382
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)	0	1	-5 763
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-35 991	-36 898	-40 145
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	83 642	133 803	-5 933
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	432 054	437 987	437 987
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	73 132	74 893	74 893
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	358 922	363 094	363 094
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	515 696	571 790	432 054
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	73 814	67 224	73 132
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	441 882	504 566	358 922
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	83 642	133 803	-5 933

(*) Composé du solde net des postes Caisses et banques centrales, hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en actifs non courants destinés à être cédés)

(**) Composé du solde des postes Comptes ordinaires débiteurs sains et Comptes et prêts au jour le jour sains tels que détaillés en note 5.3 et des postes Comptes ordinaires créditeurs et Comptes et emprunts au jour le jour tels que détaillés en note 5.6 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2016 l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale Brie Picardie s'élève à - 361 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : cession de la participation ISEM : 850 milliers d'euros; souscription au capital de GERIA : - 1 000 milliers d'euros ; souscription à l'augmentation de capital WREP 2 : -193 milliers d'euros.

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale Brie Picardie à ses actionnaires, à hauteur de 44 534 milliers d'euros pour le premier semestre 2016.

(3) Au cours du premier semestre 2016, il n'y a pas eu d'émissions nettes de dettes subordonnées.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale Brie Picardie au 30 juin 2016 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2015 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2016 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2016. Celles-ci portent sur :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
<p>Améliorations des IFRS cycle 2010-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>IFRS 2 Paiement fondé sur des actions</u> - Reformulation de la définition d'une condition d'acquisition de droits - <u>IFRS 3 Regroupements d'entreprises</u> - <i>Harmonisation sur la comptabilisation d'un ajustement éventuel du prix ; évaluation à la juste valeur des compléments de prix éventuels</i> - <u>IFRS 8 Secteurs opérationnels</u> - Regroupement de secteurs opérationnels et réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs - <u>IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 38 Immobilisations incorporelles</u> Clarifications sur la méthode optionnelle de réévaluation des immobilisations corporelles et incorporelles - <u>IAS 24 Information relative aux parties liées</u> - Modification de la définition d'une partie liée 	17 décembre 2014 (UE n°2015/28)	<p>1^{er} février 2015 (1)</p> <p>1^{er} février 2015 (1)</p> <p>1^{er} février 2015 (1)</p> <p>1^{er} février 2015 (1)</p> <p>1^{er} février 2015 (1)</p>	<p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Non</p> <p>Oui</p>
<p>Amendement à IAS 19 Avantages du personnel</p> <p>Régimes à prestations définies : précision sur la comptabilisation des cotisations des membres du personnel qui se rattachent aux services rendus mais qui ne dépendent pas du nombre d'années de service</p>	17 décembre 2014 (UE n°2015/29)	1 ^{er} février 2015 (1)	Oui
<p>Amendement à IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 41 Agriculture</p> <p>Evaluation d'un actif biologique selon IAS 41 s'il ne correspond pas à une plante productrice</p>	23 novembre 2015 (UE 2015/2113)	1 ^{er} janvier 2016	Non
<p>Amendement à IFRS 11 Partenariats</p> <p>Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une activité conjointe selon IFRS 3 si les actifs acquis</p>	24 novembre 2015 (UE 2015/2173)	1 ^{er} janvier 2016	Oui

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et n'ont donc pas été appliquées par le Groupe au 30 juin 2016.

Cela concerne en particulier les normes IFRS 9, IFRS 15 et IFRS 16.

La norme IFRS 9 Instruments Financiers publiée est appelée à remplacer la norme IAS 39 Instruments financiers. Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

La norme IFRS 9 devrait entrer en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, sous réserve de son adoption par l'Union européenne.

Le Groupe s'est organisé pour mettre en œuvre cette norme dans les délais requis, en associant les fonctions comptables, finances et risques ainsi que l'ensemble des entités concernées. Dès début 2015, le Groupe a lancé des travaux de diagnostic des principaux enjeux de la norme IFRS 9. Les analyses ont prioritairement porté sur les changements induits par :

- Les nouveaux critères de classement et d'évaluation des actifs financiers ;
- La refonte du modèle de dépréciation du risque de crédit qui permet de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues (ECL). Cette nouvelle approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues sans attendre un événement objectif de perte avérée. Elle repose sur l'utilisation d'un large éventail d'informations, incluant des données historiques de pertes observées, des ajustements de nature conjoncturelle et structurelle, ainsi que des projections de pertes établies à partir de scénarios raisonnables.

A ce stade de l'avancement du projet, le Groupe reste entièrement mobilisé sur la définition des options structurantes liées à l'interprétation de la norme. Parallèlement, le Groupe est entré dans une phase de déclinaison opérationnelle en vue du déploiement des premières évolutions d'architecture des systèmes d'information à partir du second semestre 2016.

La norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 en même temps que l'amendement « Clarification d'IFRS 15 » qui apporte des précisions complémentaires. Elle remplacera les normes IAS 11, Contrats de construction, IAS 18, Produits des activités ordinaires, ainsi que les interprétations IFRIC 13, Programmes de fidélisation de la clientèle, IFRIC 15, Contrats de construction de biens immobiliers, IFRIC 18, Transferts d'actifs provenant de clients et SIC 31, Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité.

La norme IFRS 15 regroupe dans un texte unique les principes de comptabilisation des revenus issus des ventes de contrats à long terme, ventes de biens, ainsi que des prestations de services qui n'entrent pas dans le champ d'application des normes relatives aux instruments financiers (IAS 39), aux contrats d'assurance (IFRS 4) ou aux contrats de location (IAS 17). Elle introduit des concepts nouveaux qui pourraient modifier les modalités de comptabilisation de certains revenus du produit net bancaire.

Une étude d'impact de la mise œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole sera réalisée au second semestre 2016. Néanmoins, en première analyse, le groupe n'attend pas d'impacts significatifs sur son résultat.

La norme IFRS 16 Contrats de location remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4, Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15, Avantages dans les contrats de location et SIC 27, Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Une étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole sera réalisée en 2017 afin d'en évaluer les principaux enjeux.

Par ailleurs, trois amendements à des normes existantes ont été publiés par l'IASB, sans enjeu majeur pour le Groupe : il s'agit des amendements à IAS 7 Etat des flux de trésorerie à IAS 12 Impôts sur le résultat, applicables au groupe Crédit Agricole au 1^{er} janvier 2017, tandis que l'amendement à IFRS 2 Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions sera applicable au 1^{er} janvier 2018, ces dates seront confirmées après adoption de ces textes par l'UE.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015 de la Caisse Régionale Brie Picardie et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale Brie Picardie sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2016 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 9 Périmètre de consolidation au 30 juin 2016.

Dans le cadre de la simplification de la structure du Groupe Crédit Agricole, un projet est en cours afin de procéder à un reclassement des Certificats Coopératifs d'Investissement (« CCI ») et des Certificats Coopératifs d'Associés (« CCA ») actuellement détenus par Crédit Agricole S.A dans une holding (« Sacam Mutualisation ») conjointement détenue par les Caisses régionales. Le rachat par « Sacam Mutualisation » de la majorité des CCI/CCA actuellement détenus par Crédit Agricole SA est estimé à un montant préliminaire de 18 milliards d'euros (valeur estimée au 31 décembre 2015, à ajuster en fonction de l'évolution des capitaux propres des Caisses régionales entre cette date et la date de réalisation de l'opération). Le financement de « Sacam Mutualisation » se fera via un apport en capital des Caisses régionales (souscription par chacune des Caisses régionales à une augmentation de capital lui permettant d'acquérir les CCI/CCA détenus par Crédit Agricole SA). Des prêts à moyen et long termes de Crédit Agricole SA pour un montant total d'environ 11 milliards d'euros au taux de 2,15% seront faits aux Caisses régionales pour financer une partie de l'augmentation de capital de « Sacam Mutualisation ».

Cette opération, qui fait l'objet d'une lettre d'intention signée par l'ensemble des parties prenantes mi-février, s'inscrit dans une optique de simplification de la structure du Groupe, d'accroissement de la mutualisation des résultats des Caisses régionales et permettra le maintien et le renforcement de la solidarité économique entre les Caisses régionales qui existe déjà aujourd'hui indirectement au travers de la participation de Crédit Agricole SA dans les Caisses régionales et de la garantie Switch CCI/CCA.

Cette opération est sans incidence sur les comptes intermédiaires au 30 juin 2016 de la Caisse Régionale Brie Picardie. Sa réalisation prévue au troisième trimestre 2016 entrainera le débouclage de la garantie Switch pour sa composante couvrant les CCI/CCA et le remboursement du dépôt auprès de Crédit Agricole SA relatif à cette garantie (5 milliards d'euros pour l'ensemble des Caisses régionales et 221 millions d'euros pour la Caisse Régionale Brie Picardie).

3. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

3.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Sur opérations avec les établissements de crédit	757	1 417	467
Sur opérations internes au Crédit Agricole	34 513	77 564	38 900
Sur opérations avec la clientèle	244 158	530 316	268 472
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	279	1 550	1 012
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2 415	4 529	2 496
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	8 208	16 733	10 108
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1) (2)	290 330	632 109	321 455
Sur opérations avec les établissements de crédit	-915	-766	-218
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-66 727	-161 599	-82 009
Sur opérations avec la clientèle	-18 169	-44 340	-29 397
Sur dettes représentées par un titre	-418	-2 155	-1 327
Sur dettes subordonnées	-2 856	-5 745	-2 848
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-31 706	-63 917	-32 808
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées	-4	-6	-5
Charges d'intérêts	-120 795	-278 528	-148 612

(1) dont 2 809 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2016 contre 12 981 milliers d'euros au 31 décembre 2015 et 6 572 milliers d'euros au 30 juin 2015.

(2) dont 1 061 milliers d'euros au 30 juin 2016 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 2 697 milliers d'euros au 31 décembre 2015 et 1 377 milliers d'euros au 30 juin 2015.

3.2. Commissions nettes

(en milliers d'euros)	30/06/2016			31/12/2015			30/06/2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	462	-1 677	-1 215	714	-2 832	-2 118	419	-1 225	-806
Sur opérations internes au Crédit Agricole	15 262	-17 625	-2 363	39 993	-34 781	5 212	20 757	-16 682	4 075
Sur opérations avec la clientèle	36 018	-825	35 193	67 007	-1 920	65 087	34 185	-945	33 240
Sur opérations sur titres		-260	-260		-249	-249		-240	-240
Sur opérations de change	21		21	29		29	16		16
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	146		146	143		143	14		14
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	93 293	-4 964	88 329	171 442	-10 730	160 712	83 430	-5 410	78 020
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	2 635	-221	2 414	4 537	-628	3 909	2 606	-229	2 377
Produits nets des commissions	147 837	-25 572	122 265	283 865	-51 140	232 725	141 427	-24 731	116 696

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Dividendes reçus			
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-723	-4 107	-3 278
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	2 742	128	341
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	309	614	308
Résultat de la comptabilité de couverture	560	-402	-134
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2 888	-3 767	-2 763

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2016		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	129 804	-129 806	-2
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	70 296	-59 508	10 788
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	59 508	-70 298	-10 790
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	420 258	-419 696	562
Variations de juste valeur des éléments couverts	232 309	-187 387	44 922
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	187 949	-232 309	-44 360
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	550 062	-549 502	560

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2015		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	72 187	-72 188	-1
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	59 355	-12 832	46 523
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	12 832	-59 356	-46 524
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	355 562	-355 963	-401
Variations de juste valeur des éléments couverts	177 014	-178 167	-1 153
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	178 548	-177 796	752
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	427 749	-428 151	-402

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2015		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	73 642	-73 643	-1
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	60 739	-12 903	47 836
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	12 903	-60 740	-47 837
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	336 081	-336 214	-133
Variations de juste valeur des éléments couverts	163 566	-172 491	-8 925
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	172 515	-163 723	8 792
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	409 723	-409 857	-134

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Dividendes reçus	41 109	26 631	25 423
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	-851	-7 119	-1 541
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-33	-306	-95
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	40 225	19 206	23 787

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8 Coût du risque.

Au 30 juin 2016, la Caisse Régionale Brie Picardie a constaté des dépréciations durables sur les titres suivants : CA INNOVE 6 milliers d'euros, SACAM FIA-NET EUROPE 6 milliers d'euros, et GDF SUEZ 21 milliers d'euros.

3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-168	-377	-132
Autres produits (charges) nets	1 834	7 979	5 231
Produits (charges) des autres activités	1 666	7 602	5 099

3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Charges de personnel	-86 900	-183 514	-85 314
Impôts et taxes	-10 919	-14 208	-9 012
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-50 681	-92 904	-47 324
Charges générales d'exploitation	-148 500	-290 626	-141 650

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Salaires et traitements	-46 972	-94 993	-45 098
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-5 249	-10 743	-5 057
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)		-2 199	0
Autres charges sociales	-15 286	-33 121	-15 365
Intéressement et participation	-9 006	-22 038	-10 000
Impôts et taxes sur rémunération	-10 387	-20 420	-9 794
Total Charges de personnel	-86 900	-183 514	-85 314

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Dotations aux amortissements	-5 453	-10 629	-5 148
- immobilisations corporelles	-5 426	-10 574	-5 126
- immobilisations incorporelles	-27	-55	-22
Dotations (reprises) aux dépréciations	0	0	0
- immobilisations corporelles	0	0	0
- immobilisations incorporelles	0	0	0
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-5 453	-10 629	-5 148

3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-54 060	-85 871	-52 491
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	-253	-393	-212
Prêts et créances	-53 244	-80 492	-51 386
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		-1	
Engagements par signature	-70	-26	-45
Risques et charges	-493	-4 959	-848
Reprises de provisions et de dépréciations	35 259	68 770	44 992
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	70	549	365
Prêts et créances	32 522	61 787	40 497
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		133	43
Engagements par signature	177	220	19
Risques et charges	2 490	6 081	4 068
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-18 801	-17 101	-7 499
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-306	-1 522	-478
Récupérations sur prêts et créances amortis	385	1 638	353
Décotes sur crédits restructurés	-37	-460	-150
Pertes sur engagements par signature		-67	-67
Autres pertes (1)	-195	-612	-8 124
Autres produits			-
Coût du risque	-18 954	-18 124	-15 965

(1) Dont 6 111 milliers d'euros au 31 décembre 2015 et dont 7 745 milliers d'euros au 30 juin 2015 relatifs à l'appel de la garantie globale (Switch), versés à Crédit Agricole S.A. pour combler la baisse de la valeur de mise en équivalence globale des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

Dont 6 111 milliers d'euros au 31 décembre 2015 relatifs au retour à meilleure fortune de la garantie globale (Switch), reçus de Crédit Agricole S.A. suite à la hausse de la valeur de mise en équivalence globale des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	0	177	145
Plus-values de cession	0	213	145
Moins-values de cession	0	-36	0
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession	0	0	0
Moins-values de cession	0	0	0
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement	0	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	177	145

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Charge d'impôt courant	-46 405	-105 015	-54 243
Charge d'impôt différé	4 372	6 944	6 703
Charge d'impôt de la période	-42 033	-98 071	-47 540

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2016

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	163 672	34,43%	56 352
Effet des différences permanentes			-13 048
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			
Effet de l'imposition à taux réduit			-7
Effet des autres éléments			-1 264
Taux et charge effectifs d'impôt		25,68%	42 033

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2016.

Au 31 décembre 2015

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	290 145	38,00%	110 255
Effet des différences permanentes			-4 775
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-76
Effet de l'imposition à taux réduit			-445
Effet des autres éléments			-6 888
Taux et charge effectifs d'impôt		33,80%	98 071

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle et la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2015.

Au 30 juin 2015

	Base	Taux d'impôt	Impôt
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	153 044	38,00%	58 157
Effet des différences permanentes			-8 832
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			21
Effet de l'imposition à taux réduit			-7
Effet des autres éléments			-1 799
Taux et charge effectifs d'impôt		31,06%	47 540

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle et la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2015.

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-2 508	1 681	2 446
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	863	-578	-842
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-1 645	1 103	1 604
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion	0	0	0
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	2 400	2 850	-7 160
Ecart de réévaluation de la période	704	-4 755	-8 700
Transfert en résultat	1 696	7 629	1 540
Autres variations	0	-24	
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	9	213	175
Ecart de réévaluation de la période	9	213	175
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-936	1 333	4 171
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	1 473	4 396	-2 814
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-172	5 499	-1 210
Dont part Groupe	-172	5 499	-1 210
Dont participations ne donnant pas le contrôle			

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2016				Variation				31/12/2015			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-8 730	3 006	-5 724	-5 724	-2 508	863	-1 645	-1 645	-6 222	2 143	-4 079	-4 079
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	-8 730	3 006	-5 724	-5 724	-2 508	863	-1 645	-1 645	-6 222	2 143	-4 079	-4 079
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises sur activités abandonnées			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-8 730	3 006	-5 724	-5 724	-2 508	863	-1 645	-1 645	-6 222	2 143	-4 079	-4 079
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion			0				0				0	
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	28 398	-2 960	25 438	25 438	2 400	-933	1 467	1 467	25 998	-2 027	23 971	23 971
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-369	127	-242	-242	9	-3	6	6	-378	130	-248	-248
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	28 029	-2 833	25 196	25 196	2 409	-936	1 473	1 473	25 620	-1 897	23 723	23 723
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises sur activités abandonnées			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	28 029	-2 833	25 196	25 196	2 409	-936	1 473	1 473	25 620	-1 897	23 723	23 723
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	19 299	173	19 472	19 472	-99	-73	-172	-172	19 398	246	19 644	19 644

(en milliers d'euros)	31/12/2015				Variation				31/12/2014			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-6 222	2 143	-4 079	-4 079	1 681	-578	1 103	1 103	-7 903	2 721	-5 182	-5 182
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	-6 222	2 143	-4 079	-4 079	1 681	-578	1 103	1 103	-7 903	2 721	-5 182	-5 182
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises sur activités abandonnées			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-6 222	2 143	-4 079	-4 079	1 681	-578	1 103	1 103	-7 903	2 721	-5 182	-5 182
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion			0				0				0	
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	25 998	-2 027	23 971	23 971	2 850	1 407	4 257	4 257	23 148	-3 434	19 714	19 714
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-378	130	-248	-248	213	-74	139	139	-591	204	-387	-387
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	25 620	-1 897	23 723	23 723	3 063	1 333	4 396	4 396	22 557	-3 230	19 327	19 327
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises sur activités abandonnées			0				0				0	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	25 620	-1 897	23 723	23 723	3 063	1 333	4 396	4 396	22 557	-3 230	19 327	19 327
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	19 398	246	19 644	19 644	4 744	755	5 499	5 499	14 654	-509	14 145	14 145

4. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

Le secteur d'activité du Crédit Agricole Brie Picardie est celui de la Banque de proximité en France. La clientèle du Crédit Agricole Brie Picardie comprend les particuliers, les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités locales.

Le Crédit Agricole Brie Picardie commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire et titres), placement d'assurance-vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements. Il distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme assurance-vie.

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 918	1 244
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	19 646	26 904
Valeur au bilan	22 564	28 148
<i>Dont Titres prêtés</i>	0	0

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Instruments de capitaux propres	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
Prêts et créances	0	0
- Créances sur les établissements de crédit		
- Créances sur la clientèle		
- Titres reçus en pension livrée		
- Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	2 918	1 244
Valeur au bilan	2 918	1 244

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Instruments de capitaux propres	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes	19 646	26 904
- Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	19 646	26 904
Prêts et créances	0	0
- Créances sur les établissements de crédit		
- Créances sur la clientèle		
- Titres reçus en pension livrée		
- Valeurs reçues en pension		
Valeur au bilan	19 646	26 904

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 791	1 313
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	3 791	1 313

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes envers la clientèle		
Instruments dérivés	3 791	1 313
Total Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 791	1 313

5.2. Actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016			31/12/2015		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées				48 305		-2 065
Obligations et autres titres à revenu fixe	844 272	2 753	-592	802 253	597	-70
Actions et autres titres à revenu variable	130 206	7 555	-2 764	105 703	8 366	-2 518
Titres de participation non consolidés	895 764	22 774	-1 335	894 581	23 059	-1 377
Total des titres disponibles à la vente	1 870 242	33 082	-4 691	1 850 842	32 022	-6 030
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente				0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	1 870 242	33 082	-4 691	1 850 842	32 022	-6 030
Impôts		-4 113	1 151		-3 624	1 597
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (net d'impôt)		28 969	-3 540		28 398	-4 433

(1) Dont 38 484 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances.

Par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 760 433 milliers d'euros au 30 juin 2016 et 760 433 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Etablissements de crédit		
Titres de dettes	0	0
- Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts et avances	78 709	50 401
- Comptes et prêts	50 962	42 402
<i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>	30 829	37 659
<i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>		
- Valeurs reçues en pension		
- Titres reçus en pension livrée	19 741	
- Prêts subordonnés	8 006	7 999
- Autres prêts et créances		
Valeur brute	78 709	50 401
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	78 709	50 401
Opérations internes au Crédit Agricole		
Titres de dettes	0	0
- Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts et avances	1 664 112	2 006 684
- Comptes ordinaires	412 711	326 221
- Comptes et avances à terme	1 251 401	1 626 353
- Prêts subordonnés	0	54 110
Valeur brute	1 664 112	2 006 684
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole	1 664 112	2 006 684
Valeur au bilan	1 742 821	2 057 085

Prêts et créances sur la clientèle

	30/06/2016	31/12/2015
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	5 563	5 455
- Titres non cotés sur un marché actif	5 563	5 455
Prêts et avances	17 461 777	16 799 768
- Créances commerciales	9 589	7 332
- Autres concours à la clientèle	17 297 547	16 666 083
- Titres reçus en pension livrée		
- Prêts subordonnés		
- Créances nées d'opérations d'assurance directe		
- Créances nées d'opérations de réassurance		
- Avances en comptes courants d'associés	83 617	54 952
- Comptes ordinaires débiteurs	71 024	71 401
Valeur brute	17 467 340	16 805 223
Dépréciations	-373 116	-361 175
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	17 094 224	16 444 048
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute	0	0
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location financement	0	0
Valeur au bilan	17 094 224	16 444 048

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	30/06/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administration générale	1 379 016	1 388	812	108	1 378 096
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	78 709				78 709
Grandes entreprises	2 301 988	98 574	86 817	32 333	2 182 838
Clientèle de détail	13 786 336	262 363	181 971	71 075	13 533 290
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	17 546 049	362 325	269 600	103 516	17 172 933

(1) Dont encours restructurés pour 41.303 milliers d'euros

	31/12/2015				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administration générale	1 407 960	3 878	2 794		1 405 166
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	50 401				50 401
Grandes entreprises	2 318 822	93 654	80 372	32 788	2 205 662
Clientèle de détail	13 078 441	253 225	177 372	67 849	12 833 220
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	16 855 624	350 757	260 538	100 637	16 494 449

(1) Dont encours restructurés pour 36.891 milliers d'euros

5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

	31/12/2015	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	-361 175		-55 076	43 135			-373 116
<i>dont dépréciations collectives</i>	-100 637		-6 342	3 463			-103 516
Opérations de location financement	0						0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0						0
Actifs financiers disponibles à la vente	-38 267		-287	70			-38 484
Autres actifs financiers	-9						-9
Total Dépréciations des actifs financiers	-399 451	0	-55 363	43 205	0	0	-411 609

	31/12/2014	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle	-365 107		-89 722	93 654			-361 175
<i>dont dépréciations collectives</i>	-99 376		-2 861	1 600			-100 637
Opérations de location financement	0						0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0						0
Actifs financiers disponibles à la vente	-38 832		-699	1 264			-38 267
Autres actifs financiers	-141			132			-9
Total Dépréciations des actifs financiers	-404 080	0	-90 421	95 050	0	0	-399 451

5.5. Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'Etat, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions significatives de la Caisse Régionale Brie Picardie au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

30/06/2016	Expositions nettes de dépréciations							
(en milliers d'euros)	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				
Allemagne								
Arabie Saoudite								
Belgique								
Brésil								
Chine								
Espagne								
Etats Unis								
France				97 149		97 149		97 149
Grèce								
Hong Kong								
Irlande								
Italie								
Japon								
Maroc								
Portugal								
Russie								
Syrie								
Ukraine								
Venezuela								
Yemen								
Total	0	0	0	97 149	0	97 149	0	97 149

31/12/2015	Expositions nettes de dépréciations							
(en milliers d'euros)	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				
Allemagne								
Arabie Saoudite								
Belgique								
Brésil								
Chine								
Espagne								
Etats Unis								
France		48 305		96 836		145 141		145 141
Grèce								
Hong Kong								
Irlande								
Italie								
Japon								
Maroc								
Portugal								
Russie								
Syrie								
Ukraine								
Venezuela								
Yemen								
Total	0	48 305	0	96 836	0	145 141	0	145 141

Dettes souveraines - Activité bancaire

Variations entre le 31 décembre 2015 et le 30 juin 2016

Variation des expositions brutes de couverture <i>(en milliers d'euros)</i>	Solde au 31 décembre 2015	Variation de juste valeur	Recyclage des réserves AFS	Créances rattachées	Tombées d'échéance	Cessions nettes de reprises de provisions	Acquisitions	Solde au 30 juin 2016
Espagne								0
France								0
Grèce								0
Irlande								0
Italie								0
Portugal								0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0	0	0
Espagne								0
France	48 305	1 096	967	-151		-50 217		0
Grèce								0
Irlande								0
Italie								0
Portugal								0
Actifs financiers disponibles à la vente	48 305	1 096	967	-151	0	-50 217	0	0
Espagne								0
France								0
Grèce								0
Irlande								0
Italie								0
Portugal								0
Prêts et créances	0	0	0	0	0	0	0	0
Espagne								0
France	96 836			799	-486			97 149
Grèce								0
Irlande								0
Italie								0
Portugal								0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	96 836	0	0	799	-486	0	0	97 149
Espagne								0
France								0
Grèce								0
Irlande								0
Italie								0
Portugal								0
Portefeuille de négociation (hors dérivés)	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Activité Banque	145 141	1 096	967	648	-486	-50 217	0	97 149

Variations entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015

Variation des expositions brutes de couverture <i>(en milliers d'euros)</i>	Solde au 31 décembre 2014	Variation de juste valeur	Recyclage des réserves AFS	Créances rattachées	Tombées d'échéance	Cessions nettes de reprises de provisions	Acquisitions	Solde au 31 décembre 2015
Espagne								0
France								0
Grèce								0
Irlande								0
Italie								0
Portugal								0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0	0	0
Espagne	110 451	-1 108	1 814	-741		-110 416		0
France		-2 064	-12 519	151		-202 462	265 199	48 305
Grèce								0
Irlande								0
Italie	51 370	24			-51 394			0
Portugal								0
Actifs financiers disponibles à la vente	161 821	-3 148	-10 705	-590	-51 394	-312 878	265 199	48 305
Espagne								0
France								0
Grèce								0
Irlande								0
Italie								0
Portugal								0
Prêts et créances	0	0	0	0	0	0	0	0
Espagne								0
France	35 540			301	-1 105		62 100	96 836
Grèce								0
Irlande								0
Italie								0
Portugal								0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	35 540	0	0	301	-1 105	0	62 100	96 836
Espagne								0
France								0
Grèce								0
Irlande								0
Italie								0
Portugal								0
Portefeuille de négociation (hors dérivés)	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Activité Banque	197 361	-3 148	-10 705	-289	-52 499	-312 878	327 299	145 141

5.6. Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	9 661	12 958
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	1 656	4 958
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée	19 746	
Total	29 407	12 958
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	3	
Comptes et avances à terme	11 476 467	11 649 029
Total	11 476 470	11 649 029
Valeur au bilan	11 505 877	11 661 987

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires créditeurs	4 446 558	4 185 264
Comptes d'épargne à régime spécial	80 262	74 264
Autres dettes envers la clientèle	1 157 356	1 131 340
Titres donnés en pension livrée	0	0
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	0	0
Dettes nées d'opérations de réassurance	0	0
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	0	0
Valeur au bilan	5 684 176	5 390 868

5.7. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	0	0
Titres du marché interbancaire	0	0
Titres de créances négociables	773 014	548 461
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Valeur au bilan	773 014	548 461
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	132 983	130 127
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0
Dépôt de garantie à caractère mutuel	552	552
Titres et emprunts participatifs	0	0
Valeur au bilan	133 535	130 679

5.8. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2016
Valeur brute	13 428	1 485	995	-61		1 217	17 064
Amortissements et dépréciations	-7 277	-817	-237	21			-8 310
Valeur au bilan (1)	6 151	668	758	-40	0	1 217	8 754

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
Valeur brute	10 267	1 734	1 427				13 428
Amortissements et dépréciations	-5 514	-1 387	-376				-7 277
Valeur au bilan (1)	4 753	347	1 051	0	0	0	6 151

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

La valeur de marché des immeubles de placements comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 15 706 milliers d'euros au 30 juin 2016 contre 13 718 milliers d'euros au 31 décembre 2015 et 12 631 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Juste valeur des immeubles de placement par modèle de valorisation

(en milliers d'euros)		30/06/2016	31/12/2015
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1		
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2		
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	15 706	13 718
Valeur de marché des immeubles de placement		15 706	13 718

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti au bilan.

5.9. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	320 829	368	6 692	-1 451		-1 217	325 221
Amortissements et dépréciations (1)	-231 938	-868	-5 426	1 451			-236 781
Valeur au bilan	88 891	-500	1 266	0	0	-1 217	88 440
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	4 192		25				4 217
Amortissements et dépréciations	-1 111		-26				-1 137
Valeur au bilan	3 081	0	-1	0	0	0	3 080

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	321 420	1 077	14 808	-16 476			320 829
Amortissements et dépréciations (1)	-236 689	-1 123	-10 574	16 448			-231 938
Valeur au bilan	84 731	-46	4 234	-28	0	0	88 891
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	4 183		39	-30			4 192
Amortissements et dépréciations	-1 056		-55				-1 111
Valeur au bilan	3 127	0	-16	-30	0	0	3 081

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

5.10. Provisions

	31/12/2015	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	22 521							22 521
Risques d'exécution des engagements par signature	585		70		-177			478
Risques opérationnels	16 013		146	-1 150	-75			14 934
Engagements sociaux (retraites) et assimilés(1)	5 376		787				2 509	8 672
Litiges divers	14 985		467	-36	-2 719			12 697
Participations	674				-200			474
Restructurations	0							0
Autres risques	15 698		1 059	-2 214	-536			14 007
Total	75 852	0	2 529	-3 400	-3 707	0	2 509	73 783

(1) Dont 2.509 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies.

	31/12/2014	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	22 966				-445			22 521
Risques d'exécution des engagements par signature	778		26		-219			585
Risques opérationnels	21 120		159	-7	-5 259			16 013
Engagements sociaux (retraites) et assimilés(1)	7 333		150		-30		-2 077	5 376
Litiges divers	15 382		1 864	-402	-1 859			14 985
Participations	844				-170			674
Restructurations	0							0
Autres risques	18 228		6 510	-5 099	-3 941			15 698
Total	86 651	0	8 709	-5 508	-11 923	0	-2 077	75 852

(1) Dont - 2 077 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies.

Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	1 343 398	1 343 398
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	884 092	884 092
Ancienneté de plus de 10 ans	929 085	929 085
Total plans d'épargne-logement	3 156 575	3 156 575
Total comptes épargne-logement	361 691	361 691
Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement	3 518 266	3 518 266

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2016 pour les données au 30 juin 2016 et à fin novembre 2015 pour les données du 31 décembre 2015.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement :	19 555	19 555
Comptes épargne-logement :	76 344	76 344
Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	95 899	95 899

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	7 352	7 352
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 269	3 269
Ancienneté de plus de 10 ans	11 901	11 901
Total plans d'épargne-logement	22 522	22 522
Total comptes épargne-logement		
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	22 522	22 522

5.11. Capitaux propres

➤Composition du capital au 30 juin 2016

Au 30 juin 2016, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres
Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI)	16 908 614
Dont part du Public	15 022 981
Dont part Crédit Agricole S.A.	396 180
Dont part Autodétenue	1 489 453
Certificats Coopératifs d'Associés (CCA)	13 591 547
Dont part du Public	
Dont part Crédit Agricole S.A.	13 591 547
Parts sociales	24 956 540
Dont 86 Caisses Locales	24 956 518
Dont 21 administrateurs de la CR	21
Dont Crédit Agricole S.A.	1
Total	55 456 701

La valeur nominale des titres est de 5 euros et le montant du capital est de 277 284 milliers d'euros

➤Dividendes

Au titre de l'exercice 2016, l'Assemblée générale du 31 mars 2016 de la Caisse Régionale Brie Picardie a approuvé le versement d'un dividende net par CCI/CCA de 1,50 euro et un intérêt aux parts sociales de 0,825 euro.

Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2012	1,38	1,38	0,135
2013	1,45	1,45	0,120
2014	1,47	1,47	0,090
2015	1,50	1,50	0,083

► Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 44 534 milliers d'euros en 2016.

6. Engagements de financement et de garantie

Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Engagements donnés	2 842 151	2 923 642
Engagements de financement	1 595 331	1 662 900
. Engagements en faveur des établissements de crédit	65 414	204 451
. Engagements en faveur de la clientèle	1 529 917	1 458 449
Ouverture de crédits confirmés	790 975	753 055
- Ouverture de crédits documentaires	3 228	1 946
- Autres ouvertures de crédits confirmés	787 747	751 109
Autres engagements en faveur de la clientèle	738 942	705 394
Engagements de garantie	1 246 820	1 260 742
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	1 068 527	1 067 338
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	1 283	94
Autres garanties (1)	1 067 244	1 067 244
. Engagements d'ordre de la clientèle	178 293	193 404
Cautions immobilières	30 762	42 734
Autres garanties d'ordre de la clientèle	147 531	150 670
Engagements reçus	4 828 696	4 330 941
Engagements de financement	284 701	88 967
. Engagements reçus des établissements de crédit	284 701	88 967
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	4 543 995	4 241 974
. Engagements reçus des établissements de crédit	2 135 812	2 068 609
. Engagements reçus de la clientèle	2 408 183	2 173 365
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	1 170 434	1 077 081
Autres garanties reçues	1 237 749	1 096 284

(1) Dont 1 067 244 milliers d'euros relatifs à la garantie globale (Switch) mise en place le 2 janvier 2014, en amendement de la garantie précédente octroyée le 23 décembre 2011 pour 656 422 milliers d'euros.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	5 154 736	5 244 783
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	659	
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension	19 749	
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	5 175 144	5 244 783
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension	19 741	
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	19 741	0

Dans le cadre de la garantie globale (Switch) mise en place le 2 janvier 2014, l'entité a versé un dépôt de 360 387 milliers d'euros en amendement du précédent dépôt versé le 23 décembre 2011 pour 221 324 milliers d'euros.

Au 30 juin 2016, la Caisse Régionale Brie Picardie a utilisé les titres souscrits auprès du FCT Crédit Agricole Habitat 2015 comme dispositif de refinancement. Les titres du FCT CA Habitat ont été utilisés dans une opération de repo/reverse repo dans laquelle la Caisse Régionale Brie Pcardie prête ses titres TTS et emprunte des titres HQLA niveau 1 pour un montant de 39,6 millions d'euros.

Le prêt et l'emprunt ont fait l'objet d'une compensation comptable.

Au 30 juin 2016, la Caisse Régionale Brie Picardie a réalisé une opération de repo/reverse repo avec une contrepartie externe pour un montant de 19,7 millions d'euros.

Créances apportées en garantie :

Au cours du premier semestre 2016, la Caisse Régionale Brie Picardie a apporté 5 154 736 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 244 783 milliers d'euros au 31 décembre 2015. La Caisse Régionale Brie Picardie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale Brie Picardie a apporté :

- 2 071 048 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 283 433 milliers d'euros au 31 décembre 2015 ;
- 957 950 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 918 417 milliers d'euros au 31 décembre 2015 ;
- 2 125 738 milliers euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 2 042 933 milliers euros au 31 décembre 2015.

7. Reclassements d'instruments financiers

- **Principes retenus par le groupe**

Les reclassements hors de la catégorie Actifs financiers détenus à des fins de transaction ou hors de la catégorie Actifs financiers disponibles à la vente ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

- **Reclassements effectués par la Caisse Régionale Brie Picardie**

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas opéré en 2016 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

8. Juste valeur des instruments financiers

8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30 juin 2016	Juste valeur au 30 juin 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et Créances	18 837 045	18 836 844	0	1 742 821	17 094 023
Créances sur les établissements de crédit	1 742 821	1 742 821	0	1 742 821	0
Comptes ordinaires et prêts JJ	443 540	443 540		443 540	
Comptes et prêts à terme	1 271 534	1 271 534		1 271 534	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	19 741	19 741		19 741	
Prêts subordonnés	8 006	8 006		8 006	
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	17 094 224	17 094 023	0	0	17 094 023
Créances commerciales	9 589	9 589			9 589
Autres concours à la clientèle	16 949 089	16 949 089			16 949 089
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	5 563	5 362			5 362
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	83 564	83 564			83 564
Comptes ordinaires débiteurs	46 419	46 419			46 419
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	338 685	357 186	357 186	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	97 149	96 785	96 785		
Obligations et autres titres à revenu fixe	241 536	260 401	260 401		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	19 175 730	19 194 030	357 186	1 742 821	17 094 023

	Valeur au bilan au 31 décembre 2015	Juste valeur au 31 décembre 2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et Créances	18 501 041	18 501 041	0	2 057 085	16 443 956
Créances sur les établissements de crédit	2 057 085	2 057 085	0	2 057 085	0
Comptes ordinaires et prêts JJ	363 880	363 880		363 880	
Comptes et prêts à terme	1 631 096	1 631 096		1 631 096	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	62 109	62 109		62 109	
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	16 444 048	16 443 956	0	0	16 443 956
Créances commerciales	7 332	7 332			7 332
Autres concours à la clientèle	16 330 530	16 330 530			16 330 530
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	5 455	5 363			5 363
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	54 952	54 952			54 952
Comptes ordinaires débiteurs	45 779	45 779			45 779
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	326 690	338 973	338 973	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	96 836	95 057	95 057		
Obligations et autres titres à revenu fixe	229 854	243 916	243 916		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	18 827 823	18 840 014	338 973	2 057 085	16 443 956

Passifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30 juin 2016	Juste valeur au 30 juin 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	11 505 877	11 505 877	0	11 505 877	0
Comptes ordinaires et emprunts JJ	1 656	1 656		1 656	
Comptes et emprunts à terme	11 484 472	11 484 472		11 484 472	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	19 749	19 749		19 749	
Dettes envers la clientèle	5 684 176	5 684 176	0	5 603 914	80 262
Comptes ordinaires créditeurs	4 446 558	4 446 558		4 446 558	
Comptes d'épargne à régime spécial	80 262	80 262			80 262
Autres dettes envers la clientèle	1 157 356	1 157 356		1 157 356	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	773 014	773 014		773 014	
Dettes subordonnées	133 535	133 698	133 146	552	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	18 096 602	18 096 765	133 146	17 883 357	80 262

	Valeur au bilan au 31 décembre 2015	Juste valeur au 31 décembre 2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	11 661 987	11 661 987	0	11 661 987	0
Comptes ordinaires et emprunts JJ	4 959	4 959		4 959	
Comptes et emprunts à terme	11 657 028	11 657 028		11 657 028	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	5 390 868	5 390 868	0	5 316 604	74 264
Comptes ordinaires créditeurs	4 185 264	4 185 264		4 185 264	
Comptes d'épargne à régime spécial	74 264	74 264			74 264
Autres dettes envers la clientèle	1 131 340	1 131 340		1 131 340	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	548 461	548 461		548 461	
Dettes subordonnées	130 679	130 833	130 281	552	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	17 731 995	17 732 149	130 281	17 527 604	74 264

8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation**

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 918	547	2 371	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	0			
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	0			
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	0			
Instruments dérivés	2 918	547	2 371	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	19 646	19 646	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	19 646	19 646	0	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	0			
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	19 646	19 646		
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	1 870 242	884 253	985 989	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	844 272	793 854	50 418	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	1 025 970	90 399	935 571	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	85 374		85 374	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 978 180	904 446	1 073 734	0
Transfert issu du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transfert issu du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transfert issu du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux	0	0	0	0

(1) Y compris 760 433 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût cf. Titres à l'actif de la note 1.3 Principes et méthodes comptables présentés dans les états financiers du 31 décembre 2015.

	31/12/2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 244	66	1 178	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	0			
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	0			
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	0			
Instruments dérivés	1 244	66	1 178	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	26 904	0	26 904	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	26 904	0	26 904	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	0			
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	26 904		26 904	
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	1 850 842	864 724	986 118	0
Effets publics et valeurs assimilées	48 305	48 305		
Obligations et autres titres à revenu fixe	802 253	756 075	46 178	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	1 000 284	60 344	939 940	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	65 310		65 310	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 944 300	864 790	1 079 510	0
Transfert issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transfert issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transfert issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(1) Y compris 760 433 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 791	1 093	2 698	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	3 791	1 093	2 698	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	254 307		254 307	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	258 098	1 093	257 005	0
Transfert issu du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transfert issu du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transfert issu du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 313		1313	
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	1 313		1 313	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	183 435		183 435	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	183 435	0	183 435	0
Transfert issu du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transfert issu du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transfert issu du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

9. Périimètre de consolidation au 30 juin 2016

Périimètre de consolidation

Périimètre de consolidation de la Caisse Régionale Brie Picardie	Méthode de consolidation	Implantation	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/2016	31/12/2015	30/06/2016	31/12/2015
SAS Brie Picardie Expansion	Intégration globale	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Brie Picardie Croissance	Intégration globale	France	Entité structurée contrôlée	99,999%	99,999%	99,999%	99,999%
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 compartiment CR887 Brie Picardie	Intégration globale	France	Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%

Les 86 caisses locales comprises dans le périmètre de consolidation sont : VAL D'EUROPE, BRAY SUR SEINE ET DONNEMARIE-DONTILLY, BRIE COMTE ROBERT, GATINAIS SUD 77, REBAIS ET COULOMMIERS CRECY LA CHAPELLE, DAMMARTIN EN GOELE, CHAPELLE LA REINE, LA FERTE GAUCHER, LA FERTE SOUS JOUARRE, LAGNY SUR MARNE, LIZY SUR OURCQ, LORREZ LE BOCAGE, MEAUX, MELUN, MONTEREAU, MORET SUR LOING, NANGIS, NEMOURS, PROVINS, ROZAY EN BRIE, TOURNAN EN BRIE, MORMANT, LE CHATELET FONTAINEBLEAU, ACHEUX EN AMIENOIS, AILLY SUR NOYE, BERNAVILLE, AIRAINES, CONTY, CORBIE, DOMART EN PONTTHIEU, DOULLENS, FRIVILLE ESCARBOTIN, GAMACHES, HORNOY LE BOURG, MONTDIDIER, MOREUIL, CRECY EN PONTTHIEU, OISEMONT, POIX DE PICARDIE, ROSIERES EN SANTERRE, ROYE, SAINT RIQUIER, RUE, SAINT VALERY SUR SOMME, VILLERS BRETONNEUX, ALBERT, BRAY SUR SOMME, CHAULNES, COMBLES, HAM, NESLE, PERONNE, ROISEL, AMIENS, ABBEVILLE, VILLERS BOCAGE, FORMERIE, ATTICHY, AUNEUIL, BEAUVAIS NIVILLERS, BRETEUIL, CHAUMONT EN VEXIN, LE COUDRAY ST GERMER, CREIL, FROISSY, CREPY EN VALOIS, CREVECOEUR LE GRAND, LIANCOURT, MARSEILLE EN BEAUVAISIS, MERU, MOUY, NANTEUIL LE HAUDOUIJIN, NEUILLY EN THELLE, NOAILLES, GRANDVILLERS, NOYON, PONT STE MAXENCE, RESSONS SUR MATZ, RIBECOURT COMPIEGNE, ST JUST EN CHAUSSEE, SENLIS, SONGEONS, VEXIN, CHANTILLY, GUISCARD.

10. Événements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

La Caisse Régionale Brie Picardie n'a pas constaté d'événements postérieurs à la fin de la période intermédiaire.

DÉCLARATION DU RESPONSABLE

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Amiens, le 22 juillet 2016

Le Directeur Général
Guillaume ROUSSEAU

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2016

Aux Sociétaires
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie
500 rue Saint-Fuscien
80000 Amiens

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 29 juillet 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Clavié
Associé

Mazars
Anne Veaute
Associée



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL BRIE PICARDIE

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est 500 rue Saint-Fuscien 80095 AMIENS CEDEX 3
487 625 436 RCS AMIENS - Société de courtage d'assurances immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n° 07 022 607

Crédits photos : Thinkstock, Sloubatown/Capapictures, Crédit Agricole Brie Picardie.